

# NITASSINAN

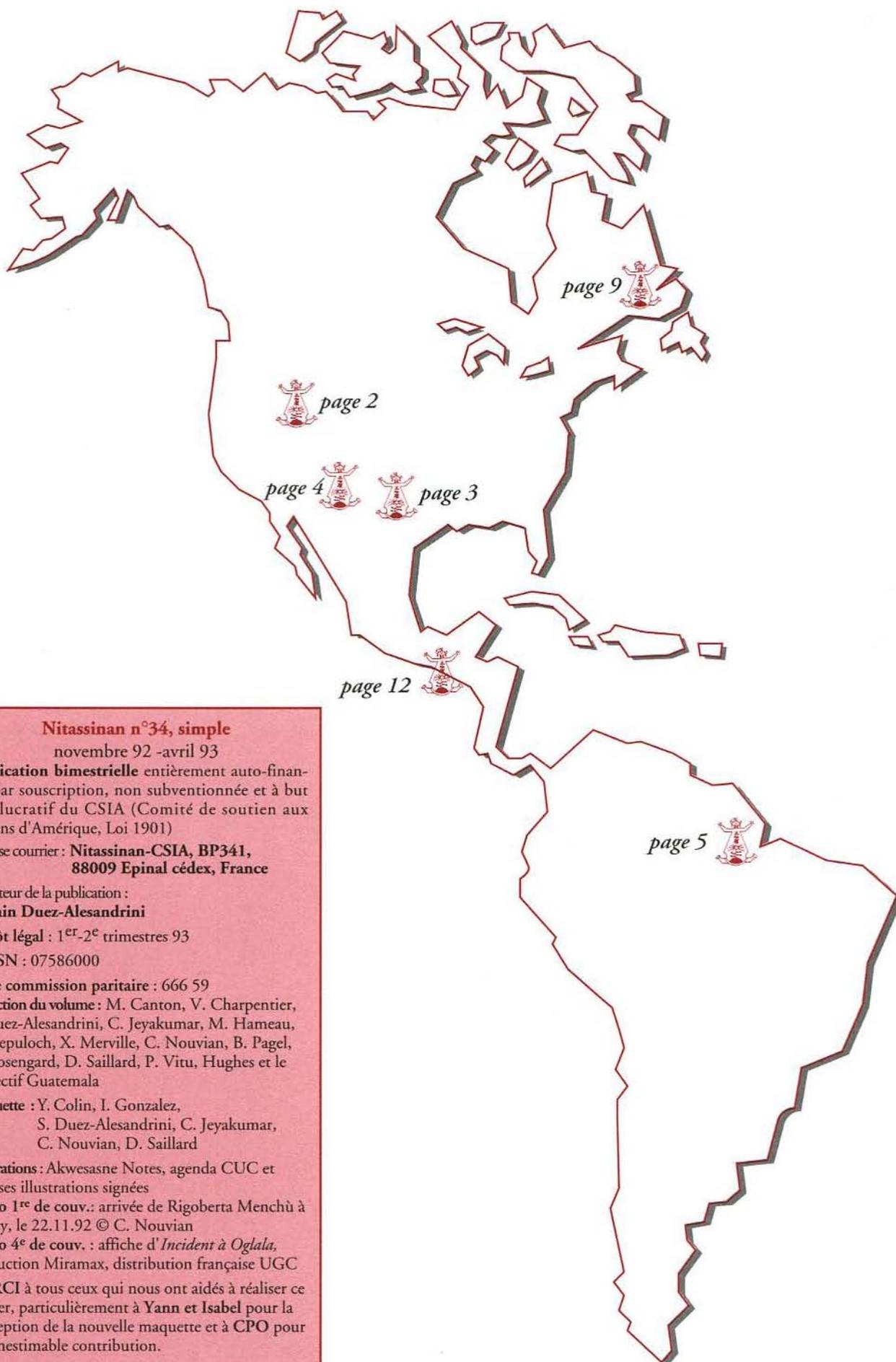
*notre terre*

**Rigoberta Menchu,  
CPR,...**



**N° 34**





**Nitassinan n°34, simple**

novembre 92 -avril 93

**Publication bimestrielle** entièrement auto-financée par souscription, non subventionnée et à but non lucratif du CSIA (Comité de soutien aux Indiens d'Amérique, Loi 1901)

Adresse courrier : **Nitassinan-CSIA, BP341, 88009 Epinal cédex, France**

Directeur de la publication :  
**Sylvain Duez-Alesandrini**

Dépôt légal : 1<sup>er</sup>-2<sup>e</sup> trimestres 93

n°ISSN : 07586000

n° de commission paritaire : 666 59

Rédaction du volume : M. Canton, V. Charpentier, S. Duez-Alesandrini, C. Jeyakumar, M. Hameau, M. Lepuloch, X. Merville, C. Nouvian, B. Pagel, C. Rosengard, D. Saillard, P. Vitu, Hughes et le Collectif Guatemala

Maquette : Y. Colin, I. Gonzalez, S. Duez-Alesandrini, C. Jeyakumar, C. Nouvian, D. Saillard

Illustrations : Akwesasne Notes, agenda CUC et diverses illustrations signées

Photo 1<sup>re</sup> de couv.: arrivée de Rigoberta Menchù à Roissy, le 22.11.92 © C. Nouvian

Photo 4<sup>e</sup> de couv. : affiche d'*Incident à Oglala*, production Miramax, distribution française UGC

MERCI à tous ceux qui nous ont aidés à réaliser ce dossier, particulièrement à **Yann et Isabel** pour la conception de la nouvelle maquette et à **CPO** pour son inestimable contribution.

# SOMMAIRE

## *Droit à la terre*

Western Shoshone	2
Mont Graham	3
Sacred Run	4
Big Mountain	4
Kobue Olodju, nous existons	5

## *Droits de l'Homme*

Anniversaire crise Mohawk	8
Vols à basse altitude sur Nitassinan	9
L. Peltier, l'injustice sans fin	10

## *Dossier*

Discours du Prix Nobel de la Paix 92	12
Rigoberta, Peltier et Nitassinan	16
Guatemala : campagne CPR	16
Rencontre avec les CPR	17
Apocalypse now à Mayaland	21
Naissance des CPR	21
Organisation et rôle des CPR	22

## *Des 4 directions*

Nitassinan à l'ONU	23
Huitième rencontre des Comités de soutien aux Indiens	23
Kermit Redeagle Belgarde	24
Dernières nouvelles Peltier	24

<i>Bulletin d'abonnement</i>	25
------------------------------	----

# ÉDITORIAL

*Avec 1993, décrété par l'ONU Année Internationale des Peuples Indigènes, Nitassinan-CSIA s'engage, pour son bon fonctionnement, à quelques modifications.*

*En effet, Marcel Canton, qui a géré le Comité de soutien aux indiens des Amériques durant 8 ans, qui a lancé la revue Nitassinan et en a été le principal ouvrier, a démissionné de sa fonction de président pour des raisons personnelles le 15 décembre 1992. Suite à cela, un vote de notre conseil d'administration (dont Marcel Canton reste un des membres actifs) a eu lieu afin d'agréer la modification partielle du bureau qui se compose actuellement de :*

*Nathalie Novik (vice-présidente), Marine Le Puloch (trésorière), Catherine Jeyakumar (secrétaire), Christine Rosengard (secrétaire adjointe) et de moi-même en tant que nouveau président.*

*Ces changements, et surtout le déménagement des structures de l'association d'Epinal à Paris ont posé quelques problèmes et ont entraîné un retard dans la parution de ce numéro.*

*Toute la nouvelle équipe sur Paris a travaillé au maximum de ses capacités afin de s'occuper des changements administratifs auprès de la préfecture et des services postaux, de réorganiser le fichier pour éviter tout désagrément, de reprendre la trésorerie, d'essayer de rattraper le retard pris dans le traitement du courrier et de trouver une nouvelle charte graphique pour le nouveau lancement de la revue bimestrielle Nitassinan, dont vous êtes les fidèles lecteurs, et qui sera désormais réalisée et imprimée à Paris.*

*Malgré ce surcroît de travail, nous avons poursuivi nos actions militantes comme en témoigne le succès des deux journées d'octobre, l'essor en France du soutien à Léonard Peltier, le travail effectué avec Rigoberta Menchu et plus récemment, l'organisation de la visite d'Edison Cassadore, représentant de la Coalition apache pour la survie venu à Paris afin de présenter la situation du Mont Graham et chercher du soutien pour cette campagne.*

*Nous espérons que vous apprécierez la nouvelle maquette de Nitassinan, qui continuera à donner régulièrement la parole aux nations amérindiennes.*

*Encore mille excuses à nos fidèles abonnés pour ce retard...*

*Bonne lecture... Nous avons besoin de vous !*

Sylvain Duez-Alesandrini

*P. S. Nous tenons également à vous informer que le numéro de téléphone paru dans le n° 32/33 n'est en aucun cas celui de Nitassinan et nous vous demandons de ne plus l'utiliser.*

*(De fraternelles excuses à Fabrice pour cette maladresse).*

# Western Shoshone "Affaire Dann"



En novembre 1992, le Bureau d'Aménagement Foncier s'empare des chevaux de la famille Dann.

ELKO, NEVADA (AP) - L'un des frères de Carrie et Mary Dann vient d'être arrêté alors qu'il menaçait de s'immoler par le feu pour s'opposer à la capture des chevaux de la famille Dann par le Bureau Fédéral d'Aménagement Foncier.

Les soeurs Dann sont en lutte contre le Gouvernement Fédéral depuis bientôt 20 ans à propos des droits de pâturage. Elles soutiennent que la capture des chevaux est une attaque directe contre la souveraineté de la Nation Western-Shoshone, mais le BLM prétend que c'est une question de surpâturage.

Le Conseil National des Western-Shoshone soutient également que les chevaux et les vaches des soeurs Dann se trouvent sur des terres tribales, sur lesquelles la tribu a juridiction.

Clifford Dann est accusé d'avoir bloqué une route avec son véhicule, le 17 novembre, tandis que les autorités s'emparaient de chevaux se trouvant sur les terres près de la propriété des Dann.

Un représentant du BLM, Maxine Shane, a déclaré que M. Dann s'est arrosé d'essence et en a aspergé quelques-uns des assistants du shériff, ainsi que des fonctionnaires qui

étaient venus assister aux captures. Il exigea alors la libération des chevaux déjà rassemblés et, avant d'être arrêté, il tenta d'allumer un briquet.

M. Dann a été transféré à Reno pour y être présenté à un juge fédéral, sous l'inculpation de voies de fait. M. Shane dit qu'on ne peut savoir si M. Dann a intentionnellement éclaboussé les autorités avec de l'essence ou s'il l'a fait accidentellement en s'arrosant lui-même.

Les supporters de la famille Dann nient qu'il ait arrosé ou agressé qui que ce soit. Il a été aspergé avec un extincteur et jeté sur le sol par les autorités après qu'il ait tenté de s'immoler par le feu.

La capture des chevaux que le BLM estime pâturer illégalement sur des terres publiques près du ranch Dann s'est poursuivie le samedi, 41 nouveaux chevaux ayant été capturés sans incident.

Une tentative de capture avait échoué en avril, quand des supporters des Dann l'avaient interrompue en passant à cheval à travers un troupeau. Les autorités avaient annulé l'opération, de crainte que quelqu'un ne soit blessé. "Nous avons été pris par surprise", dit un représentant de "Citizen Alert", un groupe qui a aidé les soeurs Dann à s'opposer aux précédentes captures.

Un porte-parole du BLM dit que 102 che-

vaux ont été capturés et que le "round up" continuera jusqu'à ce que tous les chevaux soient capturés. Quand le "round up" commença la semaine dernière, 200 chevaux se trouvaient sur les terres que les soeurs Dann affirment appartenir aux Western-Shoshone. Mais le BLM affirme que ce



sont là des terres publiques et que les Dann n'ont pas de permis de pâturage pour les chevaux. Le "Western-Shoshone Defense Project" affirme que la plupart des chevaux capturés sont des chevaux sauvages et ne font pas partie du troupeau de la famille Dann. Les chevaux ont été transportés à Fallon où les propriétaires pourront les réclamer. Les autres seront vendus aux enchères.

"Indian Country Today" - 26.11.92

Traduction : Monique Hameau

## Modèle de lettre à envoyer au Gouverneur Bob Miller (Nevada State Capital, Carson City, NV 89710, USA) pour protester contre les agissements du B.L.M en novembre 92,

Dear M. Governor,

I am really shocked about the bad news in the case of the Western Shoshone.

The Bureau of Land Management (BLM) has recently rounded up Western Shoshone livestock in cooperation with Sherriffs, armed federal agents and helicopters. A member of the Dann Band was beaten up, after he set himself on fire - willing to die as a sacrifice for the freedom of this people. The roads were blocked to prevent the public and the media to witness this armed invasion of Western Shoshone treaty territory. The BLM pretends that this kind of action is to "protect the land from overgrazing". But the BLM has never presented scientific evidence about the condition of the range, because its contention is nothing but a cover up for a war against Native Americans who defend their homelands.

Efforts of the Western Shoshone National Council for negotiations and a peaceful solution have been ignored for many years. It seems that US-politicians and courts have never recognized the land rights of the Western Shoshone, ignoring constitutional principles and the Treaty of Ruby Valley. The denial of land and grazing rights, as well as all other treaty rights and the nuclear tests, which were carried out for decades, are destroying the economic base of a Native Nation. Self-sufficient Western Shoshone will become dependent on welfare or will be forced off their land in search of jobs in cities. This is a genocidal policy.

The Year 1992 has created worldwide awareness for the crimes in American colonial history. The continuation of this colonial policy by the USA is a slap in the face of international concern for the rights and the survival of indigenous peoples. Now it's up to the new leadership of Bill Clinton and Al Gore that their ideas for a more humane and ecological thinking is becoming real.

I urgently appeal to you to take immediate measures so that the harassment of Western Shoshone by the BLM be stopped once and forever.

Sincerely,



# Mont Graham un délégué de la Coalition Apache pour la Survie en Europe

*Edison Cassadore, représentant de la Coalition Apache pour la Survie, a effectué au mois de janvier un voyage à travers plusieurs pays européens pour tenter, une fois encore, de faire entendre la voix du peuple Apache à propos de l'affaire du Mont Graham.*

Au cours de ce voyage, qui est la quatrième mission de la Coalition Apache en Europe, Edison Cassadore devait rencontrer diverses personnalités du monde politique et associatif ainsi que des dignitaires de l'Eglise Catholique.

La tournée-marathon a débuté à Vienne, en Autriche, à l'initiative de la "Gesellschaft für bedrohte Völker" (Société pour les Peuples en Danger), où Edison a pu rencontrer le Ministre de l'Environnement et l'Evêque de Vienne.

Après un court passage à Bonn, en Allemagne, il s'est rendu dans plusieurs villes suisses, à l'invitation de l'Association de Soutien aux Nations Amérindiennes. Un entretien lui a été accordé par le Conseil Océanique des Eglises à Genève, qui, après avoir délibéré à huis clos, a annoncé qu'il entreprendrait des démarches auprès d'évêques au Vatican, pour tenter d'obtenir l'audience avec le Pape que la Coalition Apache pour la Survie s'est toujours vue refuser jusqu'à présent, malgré ses demandes répétées.

Edison Cassadore s'est ensuite rendu à Lyon, accueilli par l'association Wuanka Wanadi, où il a rencontré l'assistant de Monseigneur De Courtray et a donné une conférence de presse.

Après un détour éclair par Bruxelles, il est revenu à Paris où Nitassinan avait programmé pour lui une série de rendez-vous. Nous avons tout d'abord été reçus par Madame Anita Texier de l'association France Libertés, qui nous a déclaré qu'elle soutenait sans réserves la cause du peuple Apache dans cette affaire et qu'elle ferait part de ce dossier à Madame Danièle Mitterand.

Nous avons été intéressés d'apprendre, par son intermédiaire, que le Cardinal Sodano, Secrétaire d'Etat du Vatican, qui bloque toute tentative de rencontre avec le Pape, a travaillé plusieurs années avec le régime de Pinochet au Chili.

Au cours d'un entretien avec Monsieur Fodorowski, responsable des relations internationales chez les Verts, Edison Cassadore a formulé la demande que les députés Verts français prennent contact avec leurs homologues italiens et allemands, qui ont déjà pris des initiatives pour protester contre le projet d'observatoire sur le Mont Graham, et qu'ils proposent une résolution condamnant les partenaires européens du projet MGIO et exigeant que les Etats-Unis respectent les lois sur l'Environnement et sur les Droits Religieux des Natifs Américains.

Monsieur Alain Lecoeur, président de la Commission Transnationale des Verts, nous a assurés de son soutien et proposé de lancer une campagne à l'intérieur de son parti.

**COALITION APACHE  
POUR LA SURVIE**

→ Défense  
du Mt Graham,  
montagne sacrée  
du peuple Apache,  
menacé par  
des intérêts européens  
et américains.

→ Lutte  
pour la liberté  
de religion face  
à la poursuite  
de l'orthodoxie.

**E. CASSADORE**  
délégué Apache

**Conférence à Paris**  
le 29 janvier à 20h  
AGECA, 177 rue de Charonne, Paris 11<sup>e</sup>

Séance organisée par NITASSINAN-CSIA - Durée : 30 F

Edison Cassadore a également été reçu par le Père Di Falco, porte-parole de la Conférence des Evêques de France. A l'issue de l'entretien, le Père Di Falco a déclaré qu'à l'occasion d'un voyage au Vatican dans le courant du mois de Mars, il prendrait contact personnellement avec le Ministre des Affaires Etrangères du Vatican, Mgr Tauran, et interviendrait personnellement auprès du secrétaire particulier du Pape, pour tenter d'obtenir qu'une délégation de

l'Apache Survival Coalition soit reçue par le Souverain Pontif.

Le Père Di Falco rendra compte de cet entretien à la Conférence des Evêques de France, et a promis d'intervenir auprès de Mgr Etchegaray.

Enfin, lors de la conférence publique organisée le 29 Janvier à Paris, un collaborateur de l'UNESCO a suggéré que la Coalition Apache dépose une demande pour que le site du Mont Graham soit classé "Patrimoine Mondial" au catalogue de l'UNESCO.

La Coalition doit examiner cette proposition avant que des démarches soient éventuellement entreprises auprès de l'UNESCO à Paris et à Washington.

Malgré ce calendrier de rendez-vous très chargé, Edison Cassadore a néanmoins accepté de donner plusieurs interviews à des radios et à des publications (Radio France International, "Ici et Maintenant", Radio Libertaire, Fréquence Paris Pluriel, Politis, la revue de l'association Equilibre "Présence dans le Monde" et... à NITASSINAN. Cet entretien sera publié dans le prochain numéro de notre revue.

Edison Cassadore souhaite revenir en Europe vers la fin du mois de mai, ou début juin, pour poursuivre le travail entrepris au cours du présent voyage, et assister à la Conférence Mondiale sur les Droits de l'Homme organisée par les ONG à Vienne au mois de Juin.

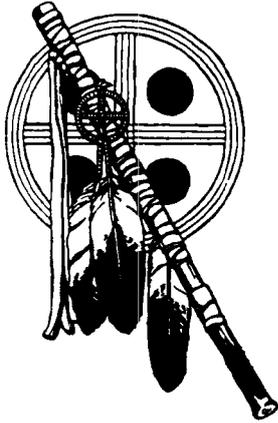
Nous sommes donc actuellement à la recherche de fonds qui permettraient de financer le voyage d'Edison Cassadore ( billet d'avion Etats Unis / Europe et trajets à l'intérieur de l' Europe). Si vous souhaitez apporter votre aide et votre soutien financier à la Coalition Apache pour la Survie, vos contributions seront grandement appréciées et serviront à l'organisation de ce voyage. Merci d'avance !

(Chèques à l'ordre de NITASSINAN-CSIA, précisez au dos " Coalition Apache pour la Survie")

# Sacred Run - Turtle Island

Course Sacrée pour la Terre et la Vie - 1992

Les lecteurs de Nitassinan se souviendront des courses organisées par Dennis Banks pour le respect de l'environnement, les "Sacred Runs", qui vous ont été plusieurs fois présentées dans des articles précédents. Après l'Europe et le Canada, la Course



1992, Ile de la Tortue (nom traditionnel de l'Amérique) a commencé le 5 Juillet à Steven Village en Alaska (près de Fairbanks) puis a traversé les Etats suivants : Yukon, territoires du Nord Ouest canadien (jusqu'au village arctique d'Innuvik), Colombie Britannique, Alberta, Montana, Nord Dakota, Minnesota (territoire des Anichinabe), Sud Dakota (incluant les réserves Lakota de Rosebud et Pine Ridge), Wyoming, Idaho, Utah, Colorado, Arizona (réserves Navajo et Hopi) pour se

terminer le 8 Octobre à Santa-Fe, Nouveau Mexique. Au mois de septembre, une autre course de relais, la "Big Mountain Prayer Run", organisée par l'équipe des "Banditos", est partie de Vallecito (Californie) pour rejoindre la Sacred Run à Tuba City, en territoire Dineh. Ces courses de relais sont organisées pour sensibiliser les communautés traversées au respect de l'environnement et à l'importance de la tradition. Des coureurs Amérindiens et d'autres, venus du monde entier, ont traversé l'Amérique avec pour message le Respect et l'Unité. Cette course s'inscrivait également dans le cadre des contre-célébrations du 500 ème anniversaire de la soi-disante "découverte de l'Amérique" et chaque journée se terminait, notamment, par un chant d'honneur dédié à Léonard Peltier.

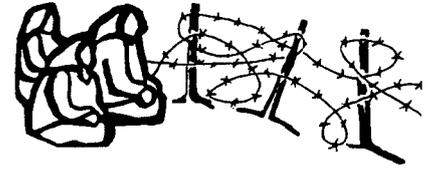
Nitassinan était présent sur course puisque Nathalie Novic a assuré une partie de la coordination en Alaska et Sylvain a participé à l'intégralité de l'évènement en tant que coureur. (Cette épopée fera l'objet d'un article plus développé dans l'un des prochains numéro de Nitassinan bimestriel)

La prochaine Sacred Run se déroulera en Australie et en Nouvelle Zélande. Pour plus d'informations, contacter :

Sacred Run Office  
P.O. Box 315  
New Port KY 41071 - USA

## BIG MOUNTAIN :

*Du 1er au 4 avril, une rencontre a eu lieu au camp Anna Mae Aquash (lieu de Sundance à Big Mountain) où se sont réunies les familles luttant contre leur déplacement, ainsi que leurs supporters.*



*Différents thèmes ont été abordés : la résistance de la Nation Dineh, la protection de l'environnement, la Tradition, le combat contre la Peabody Coal Company. Bien d'autres sujets ont également été étudiés dont, notamment, la Déclaration Universelle des Droits des Peuples Indigènes qui sera présentée en juillet à l'ONU.*

*Le 4 avril, à la fin de la réunion, une course à pied de 1500 kms - prière pour la Terre-Mère - est partie du camp Anna Mae (Arizona). Les participants ont couru autour du Nevada Test Site, afin de rejoindre la Nation Shoshone protestant contre les essais nucléaires sur son territoire. La course s'est terminée le 11 avril par le retour au camp spirituel.*

*Ces évènements étaient organisés par la Nation Dineh et les "Big Mountain Allies".*

*Source : Coyote,  
membre des "Big Mountain Allies".*

## Stages de langue et de culture Lakota-Sioux

La Galerie Urubamba organise deux stages en juillet 93

Ces stages seront animés par le Professeur **Calvin Fast Wolf** et sa femme, l'anthropologue **Mary Sacharoff-Fast Wolf**. Le Professeur Fast Wolf fait partie du département de linguistique, "special language program", Stanford University, California. Il a une longue expérience de l'enseignement : il a notamment été professeur au d'Arcy Mc Nickle Center, Chicago, Illinois et à San Fransisco State University. Il est en train de préparer les traductions des oeuvres de George Buschotter et George Sword, du Lakota en anglais.

Chaque stage de deux semaines comprendra trois heures de langue et trois heures de culture (organisation de la société Lakota et philosophie, religion et histoire) par jour. Les stages qui auront lieu à Paris seront limités à vingt cinq personnes par stage. Une connaissance de base de l'anglais est souhaitable. Nitassinan recueillera les réactions éventuelles que les stagiaires voudront bien lui faire partager.

Si vous êtes intéressés, contactez vite la **Galerie URUBAMBA** (stages Lakota),  
**4, rue de la Bûcherie - 75005 Paris Tél. : (1) 43 54 08 24 - Fax : (1) 43 29 91 80**

# Kobue Olodju, "Nous existons"

## Le cri d'alarme des peuples indiens de Guyane française

La Guyane française et ses six ethnies amérindiennes connaissent un ensemble de difficultés propres à cette région, qui affectent directement l'existence au quotidien de ces populations. On peut rappeler que Wayana, Wayampi, Emerillon (vivant dans l'intérieur du département) et Galibi, Arawak, Palikur (vivant dans la zone côtière) ne représentent qu'une très faible partie de la population totale du département et que les élus, à l'échelon communal ou départemental, privilégient bien souvent le développement économique au détriment de la survie culturelle des populations indiennes. Sur ce point, une généralisation systématique doit absolument être évitée, au même titre que la caricature trop bien établie qui consiste à reprocher à l'ensemble de la population créole une attitude d'opposition aux intérêts amérindiens.

### WAYANA ET EMERILLON

#### UN AVENIR ENCORE INCERTAIN

Sur le Haut-Maroni, de nombreux villages indiens (Aloiké, Elahé, Twenké, Tampok...) font ici partie de la plus grande commune de France : Maripasoula (18 000 km<sup>2</sup>). Précisons que chaque village est amené à changer de nom puisqu'il porte celui de son chef de village.

Maripasoula est un gros village en pleine expansion démographique. Il est peuplé en grande majorité par des Boni (descendants des Noirs ayant réussi à fuir l'esclavage) et représente le pôle attractif de cette partie de la Guyane. Parallèlement, l'accroissement des contacts (plus ou moins bienveillants) rendus nécessaires par un état de dépendance lié à la distribution massive du RMI et des allocations familiales a radicalement changé l'état d'esprit de ces populations. Le simple fait de les faire entrer dans le système occidental de l'argent était un risque démesuré, compte tenu des conséquences douloureuses que nous pouvons observer au quotidien par le biais de notre propre expérience. Mais leur faire connaître ce système par une simple distribution d'argent a eu un effet encore plus néfaste : le lien entre l'argent et le travail n'a pas été établi. C'est-à-dire qu'ils ont été introduits dans un système sans qu'ils puissent avoir une chance de le comprendre réellement et donc de pouvoir en profiter pleinement.

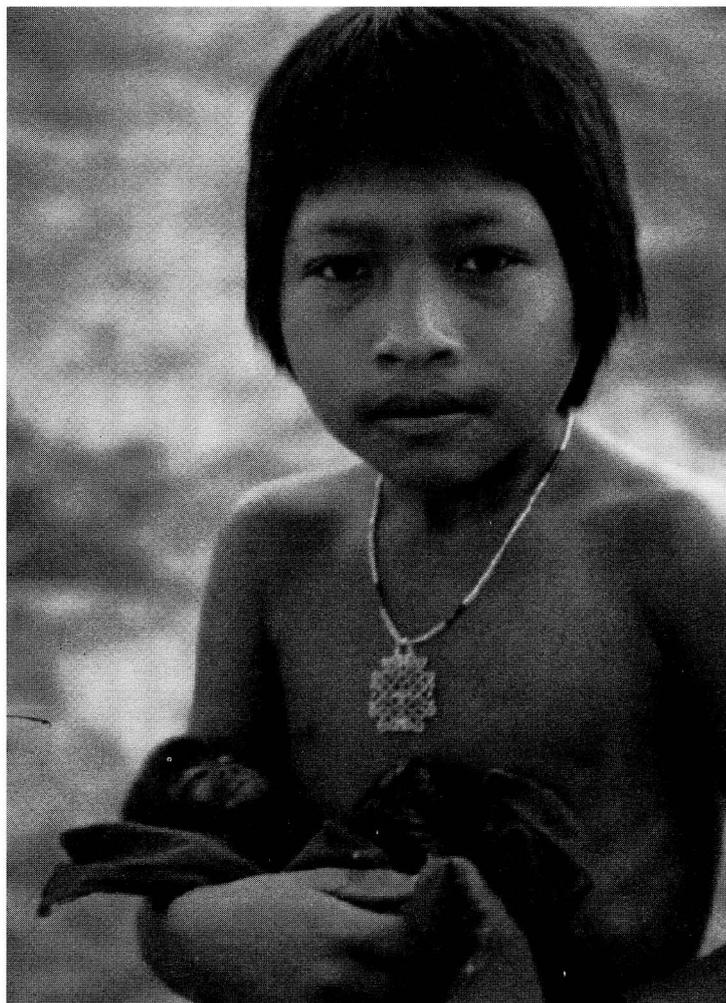
Il en résulte un état de dépendance inévitable puisque ces contacts croissants avec notre société et notre technologie, associés aux aisances financières ont engendré des besoins et des exigences jusqu'alors inconnus d'eux. Est venu se greffer sur ce processus presque tragique, un miroitement de notre système de société qui a mis en valeur tous ses attraits (facilité de la vie au quoti-

dien, réduction des contraintes d'ordre physique, problèmes de subsistance devenus secondaires...) en omettant soigneusement d'évoquer toutes les contraintes d'ordres juridique, technocratique et ... psychologique.

On constate aujourd'hui que nombre d'Indiens (principalement les jeunes) veulent vivre "à l'occidentale" et cela s'allie très souvent à une perte du savoir-faire de leurs aînés. Toutefois, la liberté du choix de son

avenir, que possède un peuple ou un individu, est tout à fait incontestable. Encore faut-il que ce choix soit fait en toute connaissance de causes, c'est-à-dire que la part des risques encourus soit cernée.

Ils ont en effet le droit, s'ils le désirent, de connaître une vie différente et surtout une vie moins rude. Mais sur fonds de politique de dépendance et d'assimilation, quelles chances ont-ils de voir leurs envies et leurs projets devenir réalité ?



Kaelinajlou  
et un bébé singe  
mourant

Elahé, Guyane  
Juin 1988

© Mireille  
Peyron

**UNE INSERTION DIFFICILE**

En Guyane, les chômeurs représentent 23,4 % de la population active (1986) et cela est lié en premier lieu à la difficulté des jeunes à s'insérer dans le monde du travail. En effet, plus de la moitié des jeunes actifs (15 à 24 ans) sont au chômage. Pour les jeunes indiens de l'intérieur, la tâche est difficile. Ils ne sont pas préparés à affronter la dureté d'un marché du travail déjà très fermé.

De plus, l'essentiel des possibilités d'emplois se localise sur la bande côtière, milieu, qui de tout point de vue contraste foncièrement avec l'intérieur. Le faible niveau de formation de ces jeunes Indiens constitue également une barrière importante. Cette situation d'échec scolaire peut être expliquée de multiples façons : problèmes d'intégration linguistique, âge de scolarisation tardif, enseignement souvent mal adapté...

**RÉUSSIR À FAIRE CHANGER****LES MENTALITÉS...**

Les Indiens de l'intérieur guyanais sont souvent ignorés et mis à l'écart car ils ne représentent qu'une très faible partie de la population totale et que, des points de vue économique et politique, leur pouvoir de décision est extrêmement limité. En outre, le peuple guyanais n'a pas encore réalisé l'importance de la richesse culturelle de cette minorité. Cette absence d'intérêt, à leur égard, a une répercussion directe sur l'image que les jeunes Indiens ont d'eux-mêmes et de leur culture.

Faire connaître et valoriser cette richesse culturelle aux yeux de tous les guyanais peut donc être une source de dynamisme fort profitable. C'est ce que s'efforcent de faire les associations d'Amérindiens en Guyane. A Maripasoula par exemple, l'association *Kobue Olodju* (Emerillon du Tampok) entreprend de développer la vente d'objets traditionnels ce qui entraîne la conservation de l'artisanat local et la reconnaissance des traditions et du savoir de ce peuple. L'association *Kobue Olodju* travaille en outre en collaboration avec l'association des Amis de l'école élémentaire de Maripasoula qui publie des livrets fort originaux relatant des contes indiens traditionnellement transmis oralement.

Grâce à ces travaux, l'identité indienne est mieux considérée et de plus en plus appréciée. Ainsi, les jeunes retrouvent de l'intérêt pour le savoir-faire des plus âgés. Il est, en effet, très dangereux pour ces nouvelles générations d'occulter ce vaste potentiel

de connaissances qui pourrait leur être utile en cas de déception ou d'échec dans notre société

Face à certaines situations, il est en effet logique qu'un sentiment de rejet apparaisse : lors de manipulations des minorités ethniques dans le but de rassembler docilement des électeurs. Les pouvoirs accordés aux élus locaux grandissant, les stratégies employées deviennent de plus en plus pitoyables.

De la simple distribution de boissons, de tee-shirts, de promesses, à la donation d'un moteur hors-bord au capitaine du village : des moyens et des efforts surprenants peuvent être mis en œuvre pour récupérer quelques voix supplémentaires.

Par des procédés similaires, les élus parviennent à convaincre les Amérindiens n'étant pas encore totalement sous le joug de

état d'équilibre "naturel" tel qu'il existait autrefois sont à la fois utopiques et contraires au désir des membres actifs de ces populations.

**L'ASSOCIATION YEPE**

A Antecum Pata, village traditionnel Wayana, l'association YEPE (amis), existant depuis le dernier trimestre 1990, rassemble les Wayana vivant sur le Haut-Litany et vise également d'une façon plus large tous les Amérindiens de Guyane. A Antecum, la totalité du village fait partie de l'association. Grâce à elle, le tukusipan (carbet de fête) a pu être totalement rénové, elle permet aussi d'employer une personne au dispensaire.

Mais le rôle le plus important de l'association a été d'apporter une indispensable aide financière à la scolarisation des enfants. En



l'administration d'adopter la nationalité française, sans même les informer convenablement des nouvelles "règles" auxquelles ils seront soumis : service militaire obligatoire, réserves du service militaire et du service de défense, règles patronymiques opposées au système traditionnel indien.

Mais la "compensation" apportée par la distribution du RMI et des allocations familiales réduit bien souvent les discussions.

Néanmoins, en amont de Maripasoula, les Indiens sont de moins en moins dupes et ils savent que toutes ces attitudes complaisantes ne sont en fait que temporaires. Pour éviter ces excès, les Indiens ne possèdent désormais qu'une seule alternative : réussir à obtenir un véritable pouvoir de décision et d'action en s'imposant dans la vie politique et administrative. On s'aperçoit, aujourd'hui, qu'une attitude d'isolement visant à échapper aux influences du monde extérieur ou qu'une volonté de retour à un

effet, depuis l'ouverture d'une classe de 6<sup>e</sup> à Antecum, l'association a dû prendre en charge l'achat de mobilier, de matériel, de livres ainsi que les frais administratifs de courrier et d'inscription au Cned à Rouen (cours par correspondance). L'absence d'aide de la commune (pour le financement du moniteur Wayana par exemple) est regrettable et révèle la méfiance et parfois le rejetent Indiens et responsables locaux.

Il existe bien un collège à Maripasoula, mais l'accueil des enfants des villages indiens au sein des familles Boni pose souvent des problèmes. Pour niveler ces difficultés, plusieurs actions peuvent être engagées : créer des structures d'accueil adaptées à ces enfants pour qu'ils tolèrent au mieux ce changement brutal de milieu, créer une classe de 5<sup>e</sup> à Antecum qui permettrait d'envoyer à Maripasoula des élèves suffisamment âgés pour profiter d'un nouvel apprentissage en classes de 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>.

Cette expérience de prise en main de la scolarisation des enfants par le peuple Wayana est toutefois limitée aux villages d'Antecum et de Cayodée (l'association Yepe finance également un poste de monitrice). Elle est principalement due à l'action d'une personne, André Cognat, qui a les compétences pour mener à bien une telle entreprise. Vivant dans ce monde depuis plus de trente ans et étant lui-même marié à une Wayana, il peut être considéré comme le plus juste militant de la cause Wayana et par-delà, indienne.

Désormais, la voie est ouverte, les Wayana devront être capables de diriger seuls leur avenir dans le sens d'une plus grande autonomie politique et administrative. Les jeunes sont scolarisés et seront aptes à maîtriser les rouages du système et pourront contrôler la destinée de leur peuple.



**LA SITUATION PARTICULIÈRE DE LA ZONE CÔTIÈRE**

La situation des Amérindiens vivant sur la côte est fondamentalement différente de celle vécue dans l'intérieur car ces populations (Galibi, Sarawak, Palikour) sont en contact avec l'occident depuis plus de trois siècles. Les différences entre les cultures venues de l'occident et celles déjà présentes ont fait que les Indiens n'ont pu agir sur les décisions politiques. Ils parviennent néanmoins aujourd'hui à s'imposer en tant que communauté capable de se diriger et de s'administrer.

**AWALA-YALIMAPO**

Awala et Yalimapo sont deux villages entièrement Galibi situés sur la côte, à l'extrémité nord-ouest de la Guyane. Ils constituent aujourd'hui la toute nouvelle commune d'Awala-Yalimapo. Pour les Galibi, l'intérêt de voir leurs villages ras-

semblés en une seule commune est lié à la politique de décentralisation qui permet aux élus locaux d'accroître leur pouvoir de décision. En outre, c'est une manière d'aborder le problème des droits territoriaux, revendication commune à tous les Amérindiens de Guyane et de façon plus large à tous les peuples indiens.

Dans la pratique, on remarque toutefois que cette commune fonctionne comme toutes les autres. Le principe de la propriété privée prédomine sur celui de la propriété collective. La création de cette commune a provoqué une réorganisation des structures communautaires et a prouvé que les Amérindiens savent se montrer responsables responsables.

De plus, malgré les apparences extérieures (vêtements, changement de l'habitat), il y a une forte prise de conscience des risques d'appauvrissement culturel et chacun revendique la reconnaissance des droits coutumiers de sa communauté. On constate finalement qu'il est possible d'associer tradition et vie administrative lorsque celle-ci est dirigée par les premiers concernés, soit dans le cas présent, les Galibi.

**UNE VISION DE PLUS EN PLUS LARGE POUR MIEUX FAIRE FACE**

L'accentuation des relations entre les différentes communautés d'Amérindiens sera la clef de voûte d'une organisation qui canaliserà les efforts de tous et portera leurs revendications à l'échelon régional, mais aussi national et international.



Ainsi, les gouvernements comprendront-ils peut-être que la politique actuelle est totalement inadaptée et suivront-ils les avis unanimes des personnes au fait des solutions les mieux adaptées. Il s'agit ici, en particulier, des membres des associations d'Amérindiens, des ethnologues, des scientifiques spécialisés dans les problèmes de santé et de protection de l'environnement. Parallèlement, on s'aperçoit que la prise de conscience des problèmes d'ordre "écologique" s'élargit à d'autres valeurs dignes d'être protégées. Mais, lorsqu'il s'agit des hommes et de ses richesses culturelles, il convient de ne pas confondre la protection des Indiens avec la protection d'un patrimoine naturel comme certains se plaisent à le faire, le plus souvent dans un but lucratif. Il faut, en effet, être vigilant car la reconnaissance culturelle des communautés, réclamée par l'ensemble des peuples indiens, ne doit pas passer par un simple attrait d'exotisme et de folklore mais par la reconnaissance des cultures tribales.

*Reportage de Patrick Vitu (pour Nitassinan, printemps 1992).*



## MOHAWK

Le verdict du procès des 47 Mohawks et supporters impliqués dans les affrontements à Oka-Kanesatake et qui avaient tenu tête durant 78 jours à la police provinciale du Québec et à l'armée canadienne, a été rendu en juillet dernier.

Surprise et joie, la Cour de Justice a relaxé tous les Mohawks, sauf deux d'entre eux, Ron Cross et Lazore qui ont été, pour leur part, remis en liberté conditionnelle quelques mois plus tard.

Une pensée pour Kahn Tineta Horn, de Kahnawake (elle-même jugée et acquittée) qui a œuvré avant le procès à l'organisation de la défense de ces Mohawks.



## WOUNDED KNEE

1993 marque "l'Année Internationale des Peuples Indigènes" mais c'est aussi le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'occupation de Wounded Knee (Pine Ridge, Sud Dakota) par l'American Indian Movement (AIM).



Ces événements ont eu une répercussion internationale, et, pour beaucoup, Wounded Knee a impulsé une nouvelle dynamique aux luttes des Amérindiens aux États-Unis et au Canada.

Afin de commémorer ces faits, l'American Indian Movement a organisé ses états généraux à San Francisco, début février, et tiendra une cérémonie à Wounded Knee avec les traditionalistes Oglala.

(Un article sur l'occupation de Wounded Knee en 1973 dans le prochain Nitassinan)

## Anniversaire crise Mohawk par un Huron Wendat du West Island

Le 11 juillet dernier M. Harper, membre du parlement, déclarait à Oka que tous les Amérindiens du Canada uniraient leurs efforts pour maintenir l'unité canadienne, et qu'ils soutiendraient la cause des Inuit et Amérindiens de la Baie d'Hudson contre le projet de la Grande Rivière Baleine.

Le 13 juillet, M. Bousara affirmait, lui, que M. Harper avait empêché le rapprochement des communautés du Québec lors de l'accord du Lac Meech. Nous, des Premières Nations, croyons qu'il y a deux côtés, notre premier ministre pense en homme blanc, donc différemment des autochtones. Il y a aussi le fait que M. Bourassa semble déroger à ses fonctions, non plus comme serviteur n° 1 du public mais se croyant roi et maître de nos destinées, etc...

Pour nous, il n'est pas question de ne pas être inclus dans la constitution canadienne comme premiers possesseurs du Canada et des Amériques, posséder plus de droits que tout immigrant demeurant ici. Nous détestons les dictateurs, tels, Franco, Mussolini, Hitler, Staline et Saddam Hussein.

M. Bourassa sait fort bien qu'au Québec, il n'existe pas de traités identiques à ceux de certaines autres provinces avec les Amérindiens, aucun acte authentique de ventes de titres par les Chefs et Conseils de Bandes. Personnellement, je ne puis montrer un tel acte de ma propriété à Pierrefonds, seulement des papiers forgés par des immigrants.

Je n'ai jamais entendu dire ou déclarer par nos politiciens à Québec que la partie Est de la Terre de Rupert dans le Grand Nord Québécois (faisant aussi partie du Manitoba et de l'Ontario) avait été donné par le Roi d'Angleterre à la Compagnie de la Baie d'Hudson aux fins de commerces de fourrures. Quand cette Compagnie l'a rendue à Ottawa pour former le Canada, une parcelle fut donnée pour compléter le Québec. Le principal était une clause spéciale disant que : "Jamais l'on devrait molester les Inuits et les Indiens dans leur mode de vie etc. Donc, Québec a dû accepter la clause sinon pas de transfert d'Ottawa.

Québec a-t-il respecté la clause ? Malheureusement NON. On débuta les travaux à la Baie James sans autorisation des Cris, vous connaissez la suite.

Il arrive au Québec des choses bizarres, certains pensent qu'une défaite c'est une victoire, exemple les Plaines d'Abraham. Nous avons même eu un parti politique qui faisait des victoires avec les défaites, hélas. Le malheur ici est que plusieurs d'entre-nous votent par le sentiment et non par la raison. C'est le terrain de jeu favori des politiciens qui se foutent de vous le lendemain matin.

Entre nous, payeurs de taxes, nous sommes propriétaires de l'Hydro-Québec exactement comme le gaz et l'huile en Alberta. Recevons-nous autant de notre illustre Hydro-Québec ? Nous savons tous que la santé et le bien-être social coûtent beaucoup trop au Québec. N'y aurait-il pas des moyens pour y remédier ? Carte d'identité, ticket modérateur, enfin pour changer l'atmosphère dans les salles d'attente chez nos médecins (aujourd'hui identiques à une salle paroissiale ou meeting ball) visites trop fréquentes, inutiles et coûteuses. Dépenses monumentales à partir des ministres jusqu'en bas de l'échelle. Croyez-vous que plus de revenus de la Baie James vont aider ? Charité bien ordonnée commence par soi-même. Si l'on donne notre électricité aux compétiteurs étrangers (USA) pourquoi ne pas s'affilier avec eux, devenir, un nième État et au moins en profiter. Excepté certains emplois que nous ont rapportés nos forêts, mines, ressources naturelles, les gros profits où sont-ils allés ? Espérant qu'au moins notre électricité et notre eau, si l'on met une fin à la pollution, resteront chez nous et pour nous.

Personnellement, je ne crois pas voir les résultats attendus mais au moins j'aurai fait ma part pour sauver notre pays et l'avenir de nos enfants.

Je suis heureux de partager avec tous les immigrants de bonne volonté qui vivent ici et croient en l'avenir du Canada. Mes ancêtres m'ont laissé un héritage, la Mère Terre et aussi la garde de celle-ci, je continuerai jusqu'à la fin d'essayer de la sauvegarder des intrus sans âme ni conscience.

Sarto "Sorenbès" dit Bastien  
Huron Wendat de Wendake Qc.

# Vols à basse altitude sur Nitassinan, le pays Innu

Durant la seconde guerre mondiale, un aéroport fut construit à Goose Bay, afin de servir de base à l'aviation américaine. Une ville sortit du sol autour de la base ; elle est maintenant habitée par 8 000 personnes. Après un déclin dans les années 1970, quand les Américains se sont retirés, elle devint un centre important pour l'entraînement des pilotes d'avions de combat et de bombardement. En 1980, le Canada signa des contrats avec les pays de l'Otan (Allemagne de l'Ouest, Grande-Bretagne, États-Unis puis Pays-Bas en 1986), les autorisant à entraîner leurs pilotes à Goose Bay jusqu'en 1996. En 1990, il y a eu 9 000 vols au-dessus d'une aire de 100 000 km<sup>2</sup>. Le nombre de vols pourrait tripler en 1996. Les pilotes européens survolent Nitassinan à basse altitude (30 m) et à grande vitesse (plus de 900 km/h) afin d'éviter les radars.



La culture des Innu ne peut survivre sur des réserves. Leur histoire est inscrite dans le pays à l'entour. Chaque lac, chaque rivière, chaque montagne du Québec-Labrador a un nom dans la langue Innu. Après leur installation dans des villages permanents, les Innu devinrent des cibles faciles pour l'action des autorités. L'Eglise catholique romaine qui introduisit la première le

christianisme persuada les parents Innu d'envoyer leurs enfants dans des écoles religieuses où l'histoire, la langue et la culture Innu étaient ignorées. Il était enseigné aux enfants que la façon de vivre de leurs parents était archaïque et même sauvage et qu'ils devaient apprendre à devenir euro-canadiens. Ce type d'éducation créa des difficultés ignorées de la société Innu 40 ans auparavant, telles que le chômage, l'alcoolisme, le suicide des jeunes, les crimes et les accidents liés à l'abus d'alcool et de drogue.

Pour résoudre la crise, des centaines d'Innu retournent dans le "bush" (contrée boisée) durant les trois quarts de l'année ; là, ils chassent et vivent de la terre comme autrefois. Dans le bush, ou le "nutshimit", comme les Innu l'appellent, ils recouvrent leur santé et la paix de l'esprit.

Les représentants des Innu ont indiqué à plusieurs reprises que les vols militaires à basse altitude constituaient une menace directe pour leur mode de vie. Comme le déclarait le leader Innu Penot Michel à la Commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies en février 1988 : "Nous ne pouvons nous empêcher de remarquer que, dans les années passées, quand la Commission souleva pour la première fois la question des droits indigènes, les Pays-Bas étaient au premier rang. Nous sommes particulièrement déçus par l'engagement de ce gouvernement à participer à des actions qui pourraient entraîner notre destruction. Pour les peuples indigènes, la perte de leurs pays – son utilisation ou son exploitation par d'autres sans leur participation ou leur consentement – est la voie ouverte à l'ethnocide et même au génocide."

*(Information communiquée par un groupe de soutien hollandais).*

*Traduction : Monique Hameau*

## LUBICON

Pour novembre 1993, l'association européenne Gesellschaft für bedrohte Völker, (Société pour les peuples en danger) vient de présenter Bernard Ominayak, chef de la nation Lubicon Cree située en Alberta (Canada), pour le prix des Droits de l'Homme en Autriche : le Prix Bruno Kreisky.

Pour soutenir sa nomination, vous pouvez écrire à l'adresse suivante :

Bruno Kreisky Menschenrechtsstiftung  
Dir. Alfred Ströer  
Wienzeile 97  
A - 1050 Vienne



© S. Duez

*Vous pouvez mettre en valeur le fait qu'il serait important qu'un homme comme Bernard Ominayak obtienne ce prix en 1993, Année internationale des peuples indigènes, et rappeler le travail de cet homme au sein de sa communauté pour préserver son peuple, sa culture et son territoire, face à la destruction de leur mode de vie traditionnel et de leur environnement par l'exploitation pétrolière incontrôlée et la déforestation. La lutte des Cree Lubicon est un symbole pour tous les Peuples Autochtones du Canada.*

*(Pour en savoir plus sur Bernard Ominayak et les Cree du Lubicon, reportez vous au n° 25/26 de Nitassinan, p. 53 à 65).*

Sylvain Duez-Alesandrini  
Barbara Timm

### En 1991, plusieurs actions de solidarité avec les Innu ont eu lieu en Europe

- le 10 décembre, pour la Journée des Droits de l'Homme, une manifestation s'est tenue aux Pays-Bas devant le ministère de la Défense et l'Ambassade du Canada ;
- une fondation danoise a donné son Prix de la Paix pour 1991 aux Innu. Le film *Bombardiers et Chasseurs* a été projeté à la TV danoise ;
- le 7 juillet, à la réunion des Comités de soutien aux Indiens européens, une réunion de travail a discuté de la situation des Innu.

Un nouveau livre (en anglais) vient de paraître : *Nitassinan - La lutte des Innu pour leur terre (Nitassinan - The Innu Struggle to reclaim their Homeland)*.

Vous pouvez le commander directement en envoyant un mandat international de 20 \$ par exemplaire + 5 \$ pour l'emballage et le port, à l'adresse suivante : Innu Resource Centre, Sheshatshit, Nitassinan, (Labrador) - Canada AOP 1 MO.

# Léonard Peltier : l'injustice sans fin...

Voici les dernières nouvelles concernant le plus connu et le plus ancien prisonnier politique amérindien : Léonard Peltier, (un des leaders de l'American Indian Movement). Malgré un soutien international grandissant bénéficiant de l'effet « 1992 » et surtout de la sortie de deux films réalisés par Michael Apted, l'un de fiction inspiré des événements qui se sont déroulés dans les années 70 sur la réserve de Pire Ridge (Sud Dakota) : *Cœur de Tonnerre (Thunderheart)* co-produit par Robert De Niro et un très bon documentaire sur l'affaire Peltier intitulé *Incident à Oglala* produit par Robert Redford, le gouvernement des États-Unis s'obstine à refuser un nouveau procès à Léonard Peltier qui prouverait son innocence et dénoncerait les malversations du F. B. I. Les comités de soutien à Peltier étaient heureux d'apprendre qu'enfin Amnesty International prenait officiellement des positions fermes en demandant la révision du procès et qu'une nouvelle audition se déroulait, le 9 novembre dernier, mais malheureusement pour Peltier rien n'a changé...

**Mai 1992.** L'acteur et producteur Robert Redford rejoint le sénateur Daniel Inouye, président du "Senate Subcommittee on Indian Affairs" et le gouverneur Don Edward, responsable de la Commission des droits civils et constitutionnels, dans leur demande officielle pour la réouverture du dossier Peltier et l'obtention d'un nouveau procès.

**Juin.** L'agent spécial David Price (impliqué dans les affaires Anna Mae Aquash, Léonard Peltier et Myrtle Poor Bear) et cinq co-équipiers du F.B.I. sont entrés de force, armes au poing, chez un responsable de l'A. I. M à Indianapolis. Après avoir été brutalisé, le militant de l'American Indian Movement subit un interrogatoire concernant l'identité de "Monsieur X", l'amérindien qui s'accuse du meurtre des deux agents du F. B. I., tués le 26 juin 1975 suite à un échange de coups de feu sur la réserve de Pire Ridge.

Dans la même période, le bureau de Bruce Ellison, l'un des principaux avo-

cats de Peltier, a été fracturé et de nombreux documents ont été fouillés ou ont simplement disparu, notamment ceux concernant les prisonniers amérindiens et en particulier Léonard Peltier. Bruce Ellison accuse le F. B. I. d'être à l'origine de cette action.

**Juillet.** Au début de ce mois, une bagarre à éclaté à la prison de Leavenworth (Kansas) où est incarcéré Peltier. Deux gangs rivaux de prisonniers se sont affrontés, entraînant la mort d'un détenu et de nombreux dégâts. Après l'intervention des gardes et des forces spéciales de la police, Peltier fut accusé d'être l'un des principaux instigateurs de l'émeute et fut mis en isolement complet, en attendant le jugement en discipline par les autorités de la prison. Léonard Peltier aurait été choisi comme cible à cause de son engagement pour le respect des droits des prisonniers dans cet établissement. Des rumeurs d'un prochain changement de pénitencier pour Peltier arrivèrent à son comité de défense. Le

L. P. D. C. (Léonard Peltier Defense Commitee) entama immédiatement une campagne de pression sur les autorités de la prison pour que Peltier puisse retourner dans sa cellule, ce qui fut accordé après le procès en discipline qui finalement se déroula fin juillet.

L'un des responsables du pénitencier, Charles Strickland, affirma que tout transfert était maintenant exclu. Lors du procès, Léonard Peltier fut relevé de toutes charges concernant l'émeute après les témoignages de co-détenus et de gardiens affirmant que celui-ci n'était en aucune façon lié à ces événements.

**Fin juillet.** Suite à la sortie du film *Incident à Oglala*, Léonard Peltier a été contacté et interviewé au téléphone par de nombreux média à travers les États-Unis. C'est à ce même moment que le pénitencier de Leavenworth restreint sa politique d'échanges téléphoniques entre les prisonniers et l'extérieur. Les prisonniers de cet établissement n'ont plus le droit de passer des P. C. V., leur temps de communication est réduit à 15 minutes, ils doivent maintenant payer leurs appels (maximum de 20 numéros). Il va sans dire que la liste de Léonard Peltier est déjà complète comprenant sa famille, ses avocats et le bureau de son comité de soutien).

Si vous désirez aider Léonard Peltier à payer cette nouvelle dépense, car le téléphone lui est indispensable pour son travail en faveur des droits de l'Homme et des droits des Peuples Indigènes, envoyez vos dons, en dollars U. S., par mandat postal international, à l'adresse suivante :

Léonard Peltier, # 89637 - 132  
P. O - Box 1000, Leavenworth, K.S  
66 048, U. S. A



Ammon Russell, Dineh de Big Mountain et membre de l'AIM a participé en 1992 aux deux courses "Paris-Albertville-Genève" et "Paris-Barcelone" pour la libération de Léonard Peltier.

© S. Dinez



**Août.** Un prisonnier réputé pour être très violent et connu pour avoir déjà assassiné des co-détenus dans d'autres prisons a été transféré dans la cellule de Peltier. Le comité de défense, craignant pour la vie de Léonard (il faut se souvenir de la tentative d'assassinat, révélée par Standing Deer en 1981) a lancé toutes ses forces pour faire changer de cellule ce nouveau prisonnier. C'est grâce à un coup de téléphone du sénateur Inouye que ce problème fut résolu par le transfert du prisonnier trois jours après son arrivée.

**Octobre.** À travers les États-Unis, l'American Indian Movement a organisé des manifestations contre la célébration du V<sup>e</sup> centenaire (notamment à Denver où, suite à la manifestation de l'A. I. M, la grande parade en faveur de C. Colomb à été annulée, ce qui a fait perdre des milliers de dollars aux États-Unis) pour réclamer la libération de Léonard Peltier ainsi que l'attribution du Prix Nobel de la Paix à Rigoberta Menchù.

**Novembre.** Le 9 novembre, le troisième appel fut présenté à St Paul – Minneapolis (Minnesota) devant la 8<sup>e</sup> Cour de Justice, composée d'un panel de juges qui devait statuer sur la révision du procès.

Le professeur Diane Martin présenta un document en *Amicus* signé par 55 membres du parlement canadien concernant l'extradition illégale de Léonard Peltier du Canada.

L'avocat de Peltier, Ramsey Clark, plaida l'inégalité de la loi à l'encontre des amérindiens depuis 500 ans, les changements de théories de la part du gouvernement et les malversations lors du précédent procès qui ont entraîné deux condamnations consécutives à perpétuité.

Ensuite, le procureur de la république, Lynn Crooks, recommença à présenter son éternelle version des faits, se référant au procès de 1977 sans reconnaître la véracité des nouvelles preuves apportées par la défense mais en affirmant toutefois que "il ne savait plus avec certitude qui avait exécuté les agents du F. B. I."

À la suite de ces propos, l'échange suivant intervint entre Crooks et le juge David Friedman :

– Crooks : Il y avait de nombreux tireurs. Nous ne savons pas qui a tiré les coups fatals.

– Juge Friedman : Qu'entendez-vous par "savoir" ?

– Crooks : Nous manquons de témoins oculaires.

– Juge Friedman : Cela me semble très important.

L'audition se termina sur une très courte intervention de l'avocat de Peltier (moins de cinq minutes) démontrant que le procureur de la république et le gouvernement U. S. n'avaient plus d'arguments valables pour justifier l'emprisonnement de son client.

En décembre dernier, les juges avaient accordé le droit à des experts de justice canadiens d'enquêter aux États-Unis sur le jugement d'extradition de 1976. Selon nos dernières informations, le panel de juges de la 8<sup>ème</sup> Cour d'Appel donnera sa délibération finale fin mars-début avril concernant la révision du procès.

Nous attendons de plus amples informations de la part du L. P. D. C. pour savoir ce qu'il en est vraiment et quelles actions qui seront décidées pour que Léonard Peltier puisse obtenir justice et qu'il retrouve enfin la Liberté.

Pour Nitassinan /Action Léonard Peltier  
Sylvain DUEZ-ALESANDRINI

Sources : « The circle », « The spirit of Crazy Horse », publication du L.P.D.C. et diverses informations recueillies sur le terrain aux Etats-Unis.



## CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE POUR SOUTENIR LÉONARD PELTIER EN FRANCE

- Nous vous invitons à continuer à protester par lettre contre la détention de Léonard Peltier, en écrivant à :  
*Ambassadeur des États-Unis, Ambassade des U. S. A , 2 avenue Gabriel, 75008 Paris*  
ou directement au nouveau président U. S :*Président Clinton The White House, 1600 Pensylvania av., Washington DC - U.S.A.*  
(S.V.P nous communiquer toute réponse écrite)
- Vous pouvez contacter votre cinéma le plus proche afin qu'il programme *Incident à Oglala* de Michael Apted produit par Robert Redford (distribution U. G. C.) ce qui sera l'occasion

de faire signer la pétition de Nitassinan en faveur de Léonard Peltier (vous pouvez nous commander cette pétition sans oublier de nous fournir une enveloppe affranchie à votré nom.)

- Contactez Amnesty International pour qu'ils poursuivent leurs actions en faveur de Léonard Peltier.
- Après les courses à pied "Paris-Albertville-Genève" en février 1992 et "Paris-Barcelone" en juin-juillet 1992, plus de 200 municipalités françaises ont signé un parchemin soutenant la libération de Léonard Peltier.

Nous remercions ceux de nos adhé-

rents qui ont fait ajouter à cette liste les mairies de St-Denis et de Malakoff. Vous pouvez, vous aussi, contacter votre mairie ou votre conseil municipal pour qu'ils apportent leur soutien à Peltier, au nom des droits de l'Homme.

- Pour tous renseignements complémentaires ou pour envoyer vos dons (en \$ U. S, par mandat postal international), vous pouvez écrire au L. P. D. C., à l'adresse suivante :

*Léonard Peltier, Defense Commitee, International Office, P.O - Box 583 Lawrence, Kansas 660044 U.S.A*  
Tél : (913) 842-5774  
Fax (913) 842 - 5796

# Discours du Prix Nobel de la Paix 1992

## Rigoberta Menchù Tum

*Nitassinan CSIA a été l'une des premières organisations en France, aux côtés du Collectif Guatemala, de France Libertés, Terre des Hommes et bien d'autres, à avoir soutenu la candidature de Rigoberta Menchù au Prix Nobel. Ce fut une immense joie, le 16 octobre 1992, d'apprendre que notre travail à tous avait porté ses fruits et que notre espoir s'était transformé en réalité. Ce Prix Nobel de la Paix vient récompenser une vraie militante des Droits de l'Homme, la résistance des nations amérindiennes 500 ans après l'invasion et tous ceux qui œuvrent à la solidarité entre les peuples... En espérant que ce Prix Nobel soit une ouverture vers l'avenir, nous vous proposons des extraits choisis du discours de Rigoberta Menchù, avant la remise du Prix 1992, le 10 décembre dernier à Oslo.*

### LES ENJEUX DU PRIX NOBEL DE LA PAIX 1992

« Le Prix Nobel est un drapeau qui permet de continuer à dénoncer la violation des droits de l'Homme pratiquée contre les peuples au Guatemala, en Amérique et dans le monde ; il permet aussi de jouer un rôle efficace dans la tâche la plus urgente pour mon pays, à savoir la réalisation de la paix dans la justice sociale. Le Prix Nobel est l'emblème de la paix et l'effort de construction d'une vraie démocratie ; il encouragera la société civile, dans une solide unité nationale à oeuvrer pour sa part à la recherche de la paix par la négociation en se faisant l'interprète du sentiment général de la société guatémaltèque, même si parfois la peur l'empêche de se manifester ; il permettra de poser les bases politiques et juridiques d'un règlement définitif des causes du conflit armé interne au pays » (...)

« C'est précisément dans mon pays que j'ai



trouvé de la part de certains les plus fortes objections, réserves et indifférences par rapport à l'attribution du Nobel à cette indienne Quiché. Probablement parce que, en Amérique, c'est précisément au Guatemala que la discrimination envers l'indien et envers la femme, et la résistance aux désirs de justice et de paix sont les plus enracinées dans certains milieux sociaux et politiques. » (...)

« Ce Prix Nobel, je l'interprète comme un hommage aux peuples indiens sacrifiés et disparus pour leur aspiration à une vie plus digne, plus libre, une vie de fraternité et de compréhension entre les humains. Un hommage à tous ceux-là qui ne sont plus vivants pour être portés par l'espoir d'un changement de la situation de pauvreté et d'exclusion des indiens du Guatemala et de l'ensemble du continent latino-américain. Cette attention grandissante, même si elle arrive avec cinq cents ans de retard, est un réconfort face aux souffrances, aux discriminations, à l'oppression et à l'exploitation que nos peuples ont subies. Mais ils ont réussi, grâce à leur cosmovision et à leur conception de la vie, à résister et à voir finalement l'avenir avec des perspectives prometteuses. De leurs racines qu'on a cherché à arracher germent aujourd'hui avec force

des espoirs pour demain et de nouveaux horizons. Ce Prix Nobel manifeste aussi l'intérêt accru et la compréhension internationale pour les droits des peuples originels ; pour leur clameur de protestation contre les cinq cents ans d'oppression qu'il ont connus ; pour le génocide sans nom subi durant tout ce temps, au bénéfice d'autres pays et d'autres élites des Amériques. Liberté pour les indiens, où qu'ils vivent en Amérique et dans le monde ! Car tant qu'ils vivront, l'espoir brillera de tout son éclat et la vie sera enrichie d'une conception originale. »

### RIGOBERTA MENCHU, L'ÉCOLOGIE ET LE MOUVEMENT INDIGÈNE

« La particularité de la vision des peuples indiens s'exprime dans leurs relations. D'abord entre êtres humains, de façon communautaire. Ensuite avec la terre, comme notre mère, parce qu'elle nous donne la vie et qu'elle n'est pas seulement une marchandise. Enfin avec la nature, car nous en faisons intégralement partie et nous n'en sommes pas les maîtres. La terre-mère n'est pas seulement pour nous une source de richesses économiques quand elle nous donne le maïs qui est notre vie. La terre est

la racine et l'origine de notre culture. Elle contient notre mémoire, elle accueille nos ancêtres. Elle exige donc que nous l'honorions et que nous lui retournions avec tendresse et respect les biens qu'elle nous apporte. Il nous faut prendre soin de la terre-mère et la conserver pour que nos enfants et petits enfants en découvrent les bienfaits. Si le monde n'apprend pas aujourd'hui à respecter la nature, quel avenir auront les générations à naître ? (...)

« Alors que l'actualité n'est faite que de guerres et de violences, on voit s'affirmer partout le sentiment que le devenir de l'humanité tout entière repose sur l'unité dans la diversité. Il découle des comportements, des droits et des obligations sur le continent américain, pour les indiens comme pour les non-indiens, qu'ils soient métis, noirs, blancs ou asiatiques. Les membres de la société ont l'obligation de se respecter, d'apprendre les uns des autres et de partager les conquêtes matérielles et scientifiques au profit de chacun. Je pense qu'il est nécessaire que les peuples indiens, dont je suis l'un des membres, apportent leur science et leurs connaissances pour le profit des humains. Nous avons d'énormes capacités pour cela. Nous devons joindre les acquis de nos héritages millénaires et les avancées de la civilisation européenne et en d'autres régions du monde. Si les civilisations indiennes et les civilisations européennes avaient eu des échanges pacifiques et harmonieux, sans destruction, exploitation, discrimination ni misère, elles seraient certainement parvenues à se rencontrer pour le plus grand bienfait de l'humanité. Nous les indiens, nous sommes disposés à combiner tradition et modernité, mais pas à n'importe quel prix. Nous n'admettrons pas qu'on nous réduise à la fonction éventuelle de gardiens de projets ethno-touristiques à l'échelle continentale.

C'est pourquoi je rêve du jour où se renforceront, dans le respect et la justice, les relations de réciprocité entre les peuples indiens et les autres peuples, joignant ainsi leurs potentialités et leurs capacités pour rendre la vie sur notre planète moins inégale, plus équitable dans la répartition des trésors scientifiques et culturels accumulés par l'humanité, une vie fleurant bon la paix et la justice.

Je pense que c'est possible dans la pratique et pas seulement en théorie. Je pense que c'est possible au Guatemala et dans beaucoup d'autres pays soumis au retard, au racisme, à la discrimination et au sous-développement...

Le large mouvement pluraliste suscité par

les différentes sensibilités politiques et intellectuelles des Amérindiens finira bien par convaincre les groupes de pression politiques et économiques, des chefs d'Etat et des intellectuels que nous sommes, nous amérindiens, objectivement partie prenante des alternatives historiques en gestation au plan mondial. »

### LES ENJEUX DE L'ANNÉE INTERNATIONALE DES POPULATIONS AUTOCHTONES

« L'éveil des peuples indiens opprimés exige que nous réaffirmions à la face du monde notre existence et la valeur de notre identité culturelle. Il exige que nous nous battions pour une participation active à la détermination de notre destin, à la construction de nos Etats-Nations. Si, en dépit de tout, nous ne sommes pas pris en compte, nous disposons de ressources qui garantissent notre avenir : le combat et la résistance, les réserves de courage, la volonté de maintenir vivantes nos traditions à l'épreuve des difficultés, des obstacles et des souffrances, la solidarité avec nos combats de la part de nombreux pays, gouvernements, organisations et villes de la planète.

Aujourd'hui, à l'occasion de sa 47<sup>e</sup> assemblée générale, l'ONU déclare 1993 Année Internationale des Populations Autochtones,



en présence des principaux dirigeants des organisations indigènes et de la coordination du Mouvement continental de résistance indienne, noire et populaire, qui sont protocolairement présentes à l'ouverture des travaux et qui entendent que 1993 soit une année d'actions concrètes pour une vraie place des peuples indigènes dans le contexte de leurs nations et dans le concert international. La conquête de l'Année Internationale des Populations Autochtones et l'avancée que constitue le projet de « Déclaration universelle » sont le résultat de la participation de nombreux frères

indiens et d'organisations non gouvernementales, de l'efficacité des experts du groupe de travail, et de la compréhension de divers états au sein de l'ONU.

Nous espérons que le projet de « la Déclaration universelle des droits des populations autochtones » examinera et approfondira la contradiction existant entre les avancées du droit international et la difficile réalité qui est en pratique celle des indo-américains.

Nos peuples auront donc une année consacrée à leurs problèmes. Dans ce but, ils vont lancer un certain nombre d'actions faites de propositions et de pressions, dans les formes les plus raisonnables et selon les argumentations les plus valables et les plus justes, pour l'élimination du racisme, de l'oppression, de la discrimination et de l'exploitation qui les ont plongés dans la misère et l'oubli. »

### LE MOUVEMENT AMÉRINDIEN JOUERA UN RÔLE CROISSANT DANS LA RÉOLUTION DES PROBLÈMES PLANÉTAIRES

« Liberté pour les indiens, où qu'ils vivent en Amérique et dans le monde ! Car tant qu'ils vivront, l'espoir brillera de tout son éclat et la vie sera enrichie d'une conception originale... »

Il se peut que des groupes de pression politiques et économiques, des chefs d'Etat et des intellectuels ne parviennent pas encore à comprendre l'éveil des peuples indiens et les perspectives prometteuses de leur participation active à tous les domaines de l'activité humaine. Le large mouvement pluraliste suscité par les différentes sensibilités politiques et intellectuelles des Amérindiens finira bien par les convaincre que nous sommes objectivement partie prenante des alternatives historiques en gestation au plan mondial...

Nous les indiens, sommes porteurs des attentes les plus significatives de l'humanité tout entière quand nous prôtons la coexistence pacifique et la préservation du milieu ambiant. Le combat que nous menons garantit et modèle l'avenir. Notre histoire est une histoire vivante qui a palpité, résisté et survécu à des siècles de sacrifice. Elle rejaille aujourd'hui avec force. Les semences, endormies pendant si longtemps, germent maintenant avec assurance, même si elles germent dans un monde placé sous le signe de la confusion et de l'incertitude.

Il s'agit sans aucun doute d'un processus complexe et long. Mais ce n'est pas une utopie. Nous, les indiens, avons confiance en sa réalisation. Cela sera d'autant plus

certain que nous, qui aspirons à la paix, oeuvrons au respect des droits de l'homme partout où ils sont violés, et luttons contre le racisme, nous nous lancerons dans l'action avec assurance et de toutes nos forces.»

## LA SITUATION GLOBALE AU GUATEMALA

L'urgence et la nécessité vitale me poussent aujourd'hui, depuis cette tribune, à demander à l'opinion nationale et à la communauté internationale de s'intéresser plus activement au Guatemala...

L'attention attirée sur le Guatemala par ce prix Nobel de la Paix devra permettre qu'on cesse internationalement d'ignorer la violation des droits de l'Homme, et qu'on honore tous ceux qui sont morts dans le combat pour l'égalité sociale et la justice dans mon pays...

Ainsi que l'ont constaté des institutions internationales telles que la Commission des droits de l'homme de l'ONU, la Commission interaméricaine des droits de l'homme et de nombreuses autres organisations humanitaires, le Guatemala est l'un des pays d'Amérique latine où se commet le plus grand nombre de violations de ces droits, en toute impunité et généralement avec la compromission de telles ou telles forces de sécurité...

La sujétion politique, économique et socia-



le qui a résulté de ce produit de la guerre froide est à l'origine du conflit armé intérieur. La répression contre les organisations populaires, les partis démocratiques et les intellectuels a commencé au Guatemala bien avant que débute la guerre. Ne l'oublions pas.

Dans leur tentative d'écrasement de la rébellion, les dictatures ont commis les atrocités les plus grandes. Des villages ont été rasés ; des dizaines de milliers de paysans, indiens surtout, des centaines de syndicalistes et d'étudiants, de nombreux journalistes qui faisaient leur travail d'information des intellectuels et des hommes politiques connus, des religieux et religieuses ont été assassinés. Par une répression systématique, au titre de la doctrine

de la sécurité de l'Etat, un million de paysans ont été déplacés de force et plus de cent mille autres se sont réfugiés dans les pays voisins. Il y a au Guatemala près de cent mille orphelins et plus de quarante mille veuves. C'est au Guatemala qu'a été inventée, comme politique d'Etat, la pratique des disparitions politiques.

Comme vous le savez, je suis moi-même la survivante d'une famille massacrée.

Le pays a été plongé dans une crise sans précédent. Les changements dans le monde ont incité et obligé les militaires à permettre une ouverture politique qui s'est traduite par l'élaboration d'une nouvelle Constitution, par l'élargissement du jeu politique et par le transfert du gouvernement à des civils. Nous connaissons depuis huit ans ce nouveau régime dans lequel les milieux populaires et la classe moyenne se sont ouverts des espaces importants.

En dépit de cette ouverture d'espaces, la répression et la violation des droits de l'homme continuent. La crise économique s'est approfondie au point que 84 % de la population est considérée comme pauvre, dont 60 % comme très pauvre (miséreuse). L'impunité et la terreur continuent d'empêcher la libre manifestation du peuple en faveur de ses besoins vitaux. Le conflit armé intérieur dure toujours. (...)

La vie politique de mon pays a tourné ces derniers temps autour de la recherche d'une solution politique à la crise globale et au conflit armé que connaît le Guatemala depuis 1962.

Cette recherche est née de l'accord signé dans cette même capitale d'Oslo, entre la Commission nationale de réconciliation, sur mandat gouvernemental, et l'URN (l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque) comme premier pas d'introduction au Guatemala de l'esprit de l'accord d'Esquipulas.

Suite à l'accord d'Oslo et après la tenue de conversations entre l'URN et différents milieux de la société civile guatémaltèque, des négociations directes entre le gouvernement et la guérilla ont commencé sous le régime du Président Serano, et sont soldées par la signature de trois accords.

Mais la question des droits de l'homme a pris beaucoup de temps car c'est un aspect fondamental de la problématique guatémaltèque, sur lequel d'importantes divergences se sont manifestées. Il y a eu cependant des avancées considérables en la matière.

Les négociations ont pour but de jeter les bases d'une vraie démocratisation et de mettre fin à la guerre...

Le dialogue et la négociation politiques sont,

sans aucun doute, des exigences élémentaires pour le règlement des problèmes et pour la satisfaction des besoins vitaux et urgents de la vie et de la démocratisation du peuple guatémaltèque. Je suis convaincue que, si les différents milieux sociaux qui constituent la société guatémaltèque trouvent un terrain d'entente dans le respect de leurs différences naturelles, ils pourront trouver ensemble une solution à ces problèmes et supprimer les causes qui ont conduit le Guatemala à la guerre intérieure...

Il est absolument nécessaire que cessent la répression et les persécutions contre les milieux populaires et indiens. Qu'il soit mis fin également au recrutement forcé de jeunes et à l'intégration forcée dans les patrouilles d'autodéfense civile, un problème qui concerne principalement les indiens.

Il est urgent d'édifier la démocratie au Guatemala. Il faut obtenir le respect des droits de l'homme en tous domaines, mettre fin au racisme, garantir la liberté d'organisation et de déplacement des personnes. Il est impératif d'ouvrir la société civile à sa dimension pluri-ethnique, avec les droits correspondants pour chaque groupe, de démilitariser le pays ; et de poser les bases de son développement pour l'arracher au retard et à la misère qui la caractérisent aujourd'hui.

Parmi les drames les plus douloureux vécus par une bonne part de la population, il y a l'exil forcé. C'est-à-dire se voir contraint par la force militaire et par la répression d'abandonner son village, sa terre-mère, le lieu de repos de ses ancêtres, son milieu de vie, la nature qui a donné la vie et assister à l'éclatement des communautés qui constituent un système d'organisation sociale et de démocratie fonctionnelle.

Le cas des personnes déplacées et des réfugiés guatémaltèques est déchirant : les uns -la grande majorité- en exil dans leur propre pays, les autres condamnés à l'exil dans des pays étrangers. Tous contraints à errer d'un endroit à un autre, à vivre dans des endroits reculés et des lieux inhospitaliers, les réfugiés étant parfois méconnus comme citoyens guatémaltèques. Tous condamnés à la misère et





## DERNIERES NOUVELLES DE RIGOBERTA MENCHU

*En février, Rigoberta Menchù était en Europe afin de participer à la commission des Droits de l'Homme à l'ONU. Le président des Nations Unies, M. Boutros Ghali l'a nommée "Ambassadrice de Bonne Volonté" pour 1993 "Année internationale des Peuples Indigènes" afin de représenter les populations minoritaires cherchant une reconnaissance internationale.*

*Elle entamera une tournée en Amérique du Sud (Colombie, Equateur, Bolivie, etc...) ainsi qu'une autre à travers l'Asie (Philippines, Thaïlande, Japon,...) afin de dresser un bilan sur la situation des Peuples Indigènes.*

*Rigoberta organisera, sous l'égide de l'ONU, le premier sommet des Chefs Indigènes d'Amérique. Il se déroulera du 23 au 28 mai, à Santiago de Atitlán (Guatemala) et regroupera une soixantaine de participants, de l'Alaska à la "Tierra del Fuego", élus démocratiquement par les organisations amérindiennes représentées aux groupes de travail des Nations Unies.*

*De plus, comme elle l'avait annoncé lors de l'attribution du Prix Nobel, Rigoberta travaille à la création de la Fondation Vincente Menchù (du nom de son père assassiné au Guatemala). Cette association aura pour vocation de défendre les Droits de l'Homme et de soutenir des projets de formations indigènes. Deux bureaux seront créés afin de gérer la Fondation et ses actions : un au Guatemala et un au Mexique.*

*Des équipes suivront 7 cas d'actions (droits des Peuples Indigènes, Hommes, Femmes, Enfants, Environnement, etc...).*

*Rigoberta Menchù, enfin, devait rencontrer en avril, Bill Clinton afin de parler du Guatemala. Nous sommes sûrs qu'elle aura aussi parlé de son compagnon de lutte, Leonard Peltier.*



à la famine. Il ne peut y avoir de vraie démocratie sans règlement de ce problème par le retour des réfugiés dans leurs villages et sur leurs terres...

Le développement historique du Guatemala appelle aujourd'hui, nécessairement et sans retour arrière, que la femme apporte sa contribution active à l'instauration du nouvel ordre social guatémaltèque. Je pense en toute modestie que nous, femmes indiennes, en sommes un témoignage évident...



On ne peut concevoir un Guatemala démocratique, libre et souverain sans que l'identité indienne ne se retrouve d'une manière ou d'une autre dans tous les aspects de la vie nationale. Ce sera là sans aucun doute quelque chose de nouveau, d'inédit, selon des traits qu'il nous est pour l'heure impossible de préciser. Mais cela s'inscrira dans le droit fil de l'histoire et de ce qui doit nécessairement caractériser une identité guatémaltèque authentique. Son profil véritable, si longtemps défiguré.

Rigoberta Menchù a défini les conditions incontournables à remplir pour que ces négociations de paix aboutissent. Étant donné que mon rôle de Prix Nobel dans le processus des négociations de paix au Guatemala ouvre tout un éventail de possibilités, je pense qu'il m'appartient d'œuvrer surtout pour la paix, pour l'unité nationale, pour la défense des droits des indiens. Il me faudra prendre des initiatives en fonction des occasions qui se présenteront, afin que le Prix Nobel ne se réduise pas à un simple diplôme...

Je pense que, grâce à la bonne volonté des parties et à la participation active de la société civile, dans un grand effort d'unité nationale, il sera possible de dépasser l'étape des intentions et de sortir le Guatemala de cette croisée historique qui nous semble s'éterniser...

J'invite tous les milieux sociaux et ethniques qui composent le peuple guatémaltèque à rendre une part active aux efforts dans le sens d'une solution pacifique au conflit armé, forgeant ainsi une solide unité entre les peuples ladino, noir et indien qui sont, dans leur diversité, constitutifs de l'identité guatémaltèque.

Dans le même sens, j'invite la communauté internationale à contribuer par des actions concrètes au dépassement des divergences qui maintiennent dans l'expectative les négociations entre les parties, de façon à parvenir d'abord à la signature d'un accord sur les droits de l'homme. Puis à reprendre les négociations sur les points de compromis qui déboucheront sur la signature d'un accord de paix et sur les conditions de son exécution immédiate. Cela apporterait sans aucun doute un soulagement substantiel dans la situation actuelle du Guatemala. A mon sens, une participation plus directe des Nations-Unies, bien au-delà du rôle d'observateur, serait également susceptible d'aider considérablement les négociations à sortir de l'impasse (par l'institution d'une ONUGUA à l'instar de l'ONUSAL au Salvador. NDC Guatemala).

La société civile guatémaltèque et la communauté internationale doivent exiger que les négociations entre le gouvernement et l'URNNG aillent au-delà de la phase de discussion sur les droits de l'homme et qu'elles parviennent le plus rapidement possible à un accord vérifiable par l'ONU. Il faut souligner ici, à Oslo, que la situation des droits de l'homme au Guatemala est au jour d'aujourd'hui le problème le plus urgent à régler... »

### CONCLUSION

Le peuple du Guatemala se mobilise. Il est conscient de sa force, pour la construction d'un avenir de dignité. Il se prépare à semer l'avenir, à se libérer de ses atavismes, à se redécouvrir. Pour commencer à vivre. En combinant toutes les nuances du ladino, du garifuna et de l'indien de la mosaïque ethnique du Guatemala, il nous faut entrelacer des quantités de couleurs, sans qu'elles s'opposent ou qu'elles soient ridicules, pour qu'elles aient au contraire davantage de relief et de brillance, à l'exemple du savoir-faire de nos tisserands. Un huipil au tissage de génie, une offrande à l'humanité. Je vous remercie.

*Remerciements à DIAL pour la traduction et au collectif Guatemala pour sa synthèse.*

*Ceux qui désirent obtenir l'intégralité du discours d'Oslo peuvent le commander pour 9 F. à : DIAL, 43 ter, rue de la Glacière, 75013 Paris*

## RIGOBERTA, PELTIER ET... NITASSINAN

Dimanche 22 Novembre, 20h30

Nous sommes une trentaine rassemblés autour du Collectif Guatemala pour accueillir Rigoberta Menchú à Roissy. Au nom de Nitassinan, nous lui offrons un gros bouquet et le press-book préparé par Christine. Nous évoquons rapidement la participation de notre association à la course Paris-Genève, avec le "gran compañero de Arizona" (Ammon Russell, représentant l'A.L.M., voir Nitassinan n° 31). Rigoberta se souvient avec un large sourire et répond avec empressement qu'elle continue de lutter pour Peltier. Quelques secondes plus tard, Alain Mestre, de Terre des Hommes et Fabrice Mignot, du Collectif Guatemala, la rattrapent et nous poussent en avant comme supporters de Peltier. Rigoberta sait déjà mais écoute Alain qui lui parle d'Incident à Oglala. Elle aimerait une affiche, que Fabrice lui procurera, grâce au responsable de Ciné-Beaubourg.

Mardi 24 Novembre, 17h

Nous ne pouvons assister à la conférence de presse de 17h à l'Assemblée Nationale. Elle y parlera pourtant de Peltier, suite à une question de Fabrice pour Indiens sans Plumes.

Nous avons été invités à la réception qui suit et lui remettons une lettre lui suggérant quelques gestes symboliques pour Peltier, mais la laissant seule juge de ce qu'il convient de faire et lui réitérant notre absolue confiance.

Mercredi 25 Novembre, 16h30

A la Maison de l'Amérique Latine, nous participons à la réunion de travail des O.N.G. et des associations. Pendant une heure, Rigoberta s'adresse à nous avec chaleur et spontanéité, évoquant la confiance dont elle espère rester toujours digne. Elle est très émue, puis se reprend et attaque sur l'Année Internationale des Peuples Indigènes. "Celà fait 500 ans qu'on l'attend et dix que certains la préparent", or elle s'étonne de n'avoir encore reçu aucun poster, T-shirt ou "pin's". "Cette année n'a pas la place qu'elle mérite." "Il ne faut pas s'endormir, "le Nobel n'est pas un aboutissement mais un point de départ, cette année ne doit pas rester un symbole, elle doit être une réalité." Il est grandement temps de mieux la préparer, "il ne faut pas rentrer de nouveau dans 500 ans de fragmentation." Rigoberta évoque ensuite d'autres sujets : la campagne des C.P.R. , la Fondation Vincente Menchú qu'elle va créer à la mémoire de son père... Il reste peu de temps pour des questions avant le rendez-

vous suivant. Nous n'osons pas l'interroger sur Peltier car nous avons appris de nos amis du Collectif Guatemala qu'elle leur a confié la veille suivre de très près sa situation et parfaitement la connaître. Pourtant, après avoir répondu à une dernière question, elle annonce qu'elle veut dire encore quelque chose avant de finir, qu'elle veut parler de Léonard Peltier qui est "un grand ami, emprisonné depuis 16 ans." Elle explique qu'il fait partie, comme elle, du bureau directeur de l'International Indian Treaty Council et qu'à chaque conseil, ils lui demandent son avis par téléphone. "Leonardo es un compañero de trabajo, un compañero de lucha." Elle précise qu'il est le symbole des prisonniers politiques amérindiens et que son sort a permis la libération d'autres prisonniers indigènes. En effet, des condamnations abusives reposant sur des problèmes linguistiques ou de faux témoignages en Amérique latine, ont été révisées (suite à la Campagne Continentale demandant sa libération). Léonard sait celà et suit le travail qui est fait. Elle le rappelle à notre souvenir, lui qui a perdu un œil par manque de soins en détention. Et pour terminer, elle confie qu'elle aurait aimé le voir libre pour qu'il l'accompagne à Oslo chercher son prix...  
Merci Rigoberta !

## Guatemala : campagne CPR

Voilà plus de dix ans que de nombreuses communautés ont fui le génocide mené par l'armée guatémaltèque. Voilà plus de dix ans que ces populations survivent dans des régions inhospitalières. Voilà plus de dix ans qu'elles sont harcelées par l'armée guatémaltèque.

Depuis 1990, grâce au soutien des églises, des organisations populaires, leurs voix sont parvenues jusqu'à nous. Témoins vivants de la grande répression militaire et victimes de l'actuelle répression sélective, ces populations en résistance revendiquent le droit d'exister, de se rappeler et de participer pleinement comme tout citoyen guatémaltèque à l'avenir du pays.

Entre le 15 et le 25 février 1993, les Communautés de populations en résistance

ont organisé une grande mobilisation qui a débuté dans la capitale pour aboutir à une marche afin de rejoindre les campements. L'objectif est double :

- montrer au gouvernement et à l'armée guatémaltèques que les Communautés de Populations en Résistance bénéficient d'un soutien national et international ;
- briser l'encerclement militaire et se réinsérer dans la vie économique, sociale et politique du pays.

Il va sans dire que la réussite du premier conditionnait le second. C'est pourquoi le soutien international à cette initiative se doit d'être exemplaire.

Nous invitons les militants des droits de l'homme, les journalistes, tout un chacun à soutenir activement la présence européenne

lors de ces journées historiques. Parlons-en autour de nous ; quand des familles, des communautés ont pris leur destin en main dans les conditions les plus difficiles, leur parole doit être entendue.

Collectif Guatemala

Le Collectif Guatemala soutient les initiatives des Communautés de populations en résistance (CPR) de trois façons :

- en favorisant le soutien à la mobilisation qui a débuté en février 1993
- en aidant financièrement l'installation d'une représentation dans la capitale sans laquelle leur droit à la parole internationale et médiatique ne peut concrètement s'exercer ;
- en aidant au financement de deux ponts de lianes comme moyen de lutte contre l'exclusion économique, sociale et scolaire de ces populations.

Je participe à la campagne de soutien aux C P R en versant la somme de \_\_\_\_\_ F.

Je demande un dossier       Je me propose de relayer l'information

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

**A retourner au Collectif Guatemala -17, rue de l'Avre - 75015 Paris**

# Rencontre avec les communautés de populations en résistance (CPR)

*C'est en octobre dernier que s'est déroulée la visite en Europe de deux représentants des Communautés de populations en résistance de l'Ixcán et de la Sierra. Ce fut l'occasion, lors d'une émission d'Indiens sans plumes, avec Carmelita - Indienne jacalteca de l'Ixcán et Francisco - Indien ixil de la Sierra - de faire plus ample connaissance avec ces populations civiles tenues dans l'isolement par le gouvernement et l'armée guatémaltèques depuis maintenant dix années.*

**INDIENS SANS PLUMES** - Tout d'abord, pouvez-vous nous expliquer qui sont les Communautés de populations en résistance, les CPR, et leur origine ?

**FRANCISCO** - Nous sommes des paysans organisés qui ont été chassés de leur lieu d'origine par la répression de l'armée. C'était en 1980, alors que nous nous organisions pour réclamer nos droits. La répression s'est abattue sur nous et c'est pourquoi nous résistons aujourd'hui dans nos communautés. Sachant que cette résistance est permise par l'article 45 de la Constitution guatémaltèque.

**ISP** - Combien de membres rassemblent les Communautés de populations en résistance ? Et autre question : quelles sont les formes de résistance ?

**FRANCISCO** - Pour leur part, les CPR de la Sierra rassemblent 17 000 habitants environ et celles de l'Ixcán aux alentours de 7 000 habitants. Ce qui fait un total d'environ 24 000 personnes.

Nous luttons pour le respect de nos droits car une grande injustice sévit dans notre pays ainsi qu'une importante discrimination contre nous, les Indiens, les paysans qui sommes esclaves du travail et de la misère. Nous nous organisons afin que notre travail bénéficie à nos communautés, à nos familles. Notre objectif est de créer une démocratie, une justice sociale à laquelle nous devons tous participer à travers le travail, les décisions. Aussi sommes-

nous organisés dans cette résistance que le gouvernement et l'armée ont toujours réprimée. Mais nous continuons de résister et nous pouvons aujourd'hui dénoncer cette répression militaire.

**ISP** - Pouvez-vous nous parler des derniers actes répressifs de l'armée à l'encontre des CPR ?

**FRANCISCO** - Nous pouvons en mentionner un des plus récents. Le 18 juillet dernier, les CPR de l'Ixcán, de Quarto Pueblo et de Los Angeles ont été bombardés à sept reprises. Nous avons dénoncé cet acte dans les médias nationaux et internationaux, dénonciation que l'armée guatémaltèque a démentie. Cependant, la Commission multipartite - accompagnée de diverses personnalités, telles des évêques allemands, des institutions de défense des droits de l'Homme comme le Centre Kennedy, l'Institut Gandhi et l'Institut Carter, et également de journalistes guatémaltèques et étrangers, ainsi que du Procureur des droits de l'Homme du Guatemala - s'est rendue sur place pour constater les dommages occasionnés dans ces communautés par les bombardements. Ensuite, s'est tenue une conférence de presse, conduite par un évêque allemand et le Procureur des droits de l'homme du Guatemala, qui a dénoncé publiquement les dommages causés, la mort d'un paysan membre des CPR et plusieurs blessés dus à l'action de l'armée. C'est là un exemple de ce que nous dénonçons et qui n'est pas seulement dénoncé par nous mais aussi par diverses personnalités.

**ISP** - Durant de longues années, les CPR ont vécu dans une quasi-clandestinité. En ce sens, les médias nationaux et internationaux ont aujourd'hui un rôle essentiel du point de vue des CPR...

**FRANCISCO** - De fait, la plupart des actes de répression menés contre nous par l'armée, et que nous avons déjà dénoncés, ont été vérifiés par des organismes nationaux et internationaux. A partir de notre apparition publique, nous avons pu faire parvenir nos dénonciations aux différents médias nationaux et internationaux à travers des hauts fonctionnaires des droits de l'homme comme Christian Tomushat qui a réalisé une visite dans des campements des CPR le 10 octobre 1991. Visite durant laquelle il a été lui-même bombardé et où il



a pu constater les vols d'hélicoptères et le mitraillage de nos communautés. Par ailleurs, le Procureur des droits de l'homme, lors de la conférence de presse de la Commission multipartite, a également confirmé nos dénonciations.

**ISP** - Peux-tu préciser qui est M. Tomushat ?

**FRANCISCO** - M. Tomushat est l'expert conseiller mandaté par l'ONU pour vérifier les violations des droits de l'Homme au Guatemala. Il a pu constater de ses propres yeux que nous nous sommes faits connaître publiquement, que l'armée prétend qu'il n'y a pas de populations civiles et que nous sommes armés et guérilleros. Il a pu voir par lui-même les conditions infra-humaines dans lesquelles nous vivons. C. Tomushat a accusé directement l'armée, dans ses déclarations, de bombarder les CPR.

**ISP** - On relève dans la presse guatémaltèque que le gouvernement et l'armée accusent les Communautés de populations en résistance d'être le bras politique de l'URNG, de la guérilla.

**FRANCISCO** - Cette accusation du gouvernement et de l'armée est leur dernier prétexte pour justifier l'impunité de leurs actes. Il n'y a là rien de surprenant : les



réfugiés reçoivent le même type d'accusation, les veuves également, les étudiants aussi. Au vu et à su du peuple guatémaltèque et de divers organismes internationaux, l'armée a voulu perpétrer un massacre contre les étudiants de l'Université de San Carlos le 10 avril dernier, le Vendredi Saint dit "des douleurs", étudiants qui voulaient manifester et dont l'armée a stoppé la marche en tuant un des leurs et en causant dix blessés. Le jour suivant, l'armée a déclaré que des étudiants portaient des armes, ce qui indique leurs liens avec la guérilla. Des gens qui travaillent à la dénonciation des violations des droits de l'homme, des gens qui informent réellement de ces faits, ces gens sont accusés par l'armée d'être des guérilleros. Par ailleurs, un anthropologue nord-américain qui a procédé à une exhumation en juillet dernier dans le département du Quiché a été accusé par l'armée de délit d'immission dans les affaires guatémaltèques, armée qui a demandé que cet homme soit jugé par les tribunaux car il était sans aucun doute manipulé par la guérilla. Il n'y a pas que nous, les CPR, qui subissons ce type d'accusation mais tous ceux qui luttent pour les droits de l'homme.

**ISP** - Nous avons parlé de la répression de l'armée contre les CPR, des bombarde-

ments. Deux questions. Tout d'abord, à qui appartiennent les terres où vivent les CPR ? La seconde : quelle est l'attitude des habitants des autres villages alentour, s'il y en a, dans ces régions de l'Ixcán et de la Sierra ?

**CARMELITA** - Le plus cher désir des CPR est de pouvoir vivre tranquillement dans ces régions. La politique de l'armée dans les années 1976-1977 consistait à accompagner la population venue peupler ces contrées de hautes montagnes et de forêts. Cette population provenait de différents départements et travaillait en coopératives sur des parcelles réparties par le diocèse de Huehuetenango. Des prêtres participaient à ce mouvement ; l'un d'eux a été expulsé par l'armée tandis qu'un autre a été assassiné par cette même armée.

Cette terre pour laquelle nous luttons tant est la nôtre. Nous ne sommes pas arrivés là poursuivis par la répression sur nos lieux d'origine. Non, nous vivons là, dans l'Ixcán, depuis 1970-1973. Et lorsque l'armée a lancé sa politique de "terre brûlée" dans les années 1980-1982, de nombreux réfugiés se sont déplacés à l'intérieur du pays, de nombreuses personnes ont été capturées et mises sous le contrôle de l'armée à travers les Patrouilles d'autodé-

fense civile, les villages modèles et les pôles de développement. Aujourd'hui, nous ne voulons pas abandonner cette terre, nous ne voulons pas vivre sous le contrôle de l'armée. Victimes des massacres de l'armée de l'Ixcán, nous avons fui dans les hautes montagnes, où nous luttons et développons notre organisation.

Et nous pensons que ces terres non seulement ont été payées par nos parents, et qu'il existe des titres de propriété, mais nous les avons payées doublement avec le sang de nos frères qui ont été massacrés par l'armée. Depuis le début, nous travaillons en coopérative. Il y a toujours eu cette idée de travailler en commun. Nous avons une vie collective, autonome. Nous nous dirigeons nous-mêmes. Et c'est cela que l'armée ne supporte pas.

Je me souviens qu'en février dernier, nous avons eu un échange avec l'actuel ministre de la Défense auquel nous exposions nos réflexions et nos demandes. Lorsque nous lui avons demandé le retrait des détachements militaires, il nous a répondu que c'était à nous de déménager d'endroit. Nous lui avons rétorqué que c'est nous qui avons peuplé cet endroit, qui y habitons et que nous ne parlons pas de déménagement. L'armée, elle, doit partir parce que ce n'est pas son foyer, son endroit. Le rôle de

*Indiens sans plumes*



**Indiens sans Plumes** est une émission animée sur **Radio Libertaire** (89.4 FM)

Par le **Collectif Guatemala et Nitassinan-CSIA**

Tous les quinze jours, le dimanche, de 20 H à 22 H

Ce programme est une tribune pour le Guatemala pour la campagne  
"500 ans de Résistance Indienne, Noire et Populaire"

et pour la diffusion de l'information sur les populations originelles des trois Amériques... Une émission militante articulant informations et actions. La parole est donnée aux acteurs américains, aux acteurs de la solidarité, mais aussi aux journalistes, artistes, universitaires...

Faites-nous part de vos initiatives et de vos actions locales.

Contactez-nous pour participer aux émissions !

**Indiens sans Plumes - Radio Libertaire 89.4 FM**

145 rue Amelot, 75011 Paris



l'armée consiste à défendre le pays contre toute invasion par un autre pays. Mais cette armée agit autrement... Le ministre de la Défense nous répéta qu'ils continueraient de bombarder nos régions mais qu'il était très préoccupé par le sort des CPR. Nous lui avons demandé que si cette préoccupation était réelle, il devait alors faire cesser les bombardements. Mais il a réaffirmé que les bombardement continueraient tant que les CPR ne déménageraient pas, et que ces régions sont des régions de guérillera, subversives. Cette réponse du ministre nous a montré qu'il s'agissait d'un prétexte pour prolonger les bombardements contre les CPR.

Nous n'avons aucune raison de quitter ce lieu que, comme je l'ai déjà dit, nous avons payé doublement. Concernant la Sierra, les gens avaient chacun leur morceau de terre et vivaient là. Beaucoup de réfugiés, à cause de la répression également, sont arrivés : ce sont des personnes déplacées. La Sierra n'est pas leur lieu d'origine mais l'endroit le permettant, 17 000 personnes y vivent aujourd'hui.

**ISP** - La majorité des membres des Communautés de populations en résistance sont des paysans. Peuvent-ils commercialiser les produits de leur travail ?

# LA TIERRA ES DE TODOS



Ainsi vivent les gens sous le contrôle de l'armée.

Cela fait des années que nous sommes encerclés par l'armée, isolés dans cette région où nous n'avons pas pu commercer avec nos voisins, car l'armée nous en a empêché. Et c'est là notre plus grand souhait, et nous pensons que c'est également celui de ces gens sous contrôle militaire, que de nous connaître, de commercer avec nous. De là vient notre inquiétude, et notre demande bien concrète non seulement au gouvernement, à l'armée mais également au niveau international, que soit rompu cet encerclement militaire des CPR.

Nous ne pouvons accepter la normalisation de cette situation et affirmer que tout va bien. La répression a légèrement diminué. Et nous avons pu constater que si l'armée ne détruit pas les cultures, nous avons nos récoltes. L'année passée, par exemple, nous avons vu que nous pouvons produire plus que nécessaire - que ce soient des haricots, du maïs ou du riz - mais que nous ne pouvions pas vendre ce surplus. Aussi devons-nous briser cet encerclement, pour ne pas perdre les récoltes mais également parce qu'il nous manque beaucoup de choses, beaucoup de moyens. Il est urgent d'ouvrir ce chemin et de pouvoir communiquer librement avec nos voisins. C'est dans ce sens que nous prévoyons pour février prochain d'organiser un voyage jusqu'aux CPR. Jusqu'à maintenant, il ne s'est fait des visites que par hélicoptère ou par avion. Nous pensons que ce n'est pas suffisant et qu'il est indispensable de rompre l'encerclement militaire et terrestre.

**ISP** - Les membres des CPR sont des paysans. Ce sont aussi des citoyens guatémaltèques. Quelles sont vos demandes et revendications sur le thème des libertés publiques ? Et, si les CPR peuvent participer au Dialogue national - c'est-à-dire aux rencontres entre les différents secteurs sociaux

guatémaltèques et le gouvernement -, quelles seraient les modalités de cette participation ?

**FRANCISCO** - Nos principales demandes, qui ont été établies lors de nos assemblées, partent du principe que le gouvernement et l'armée doivent respecter nos aspirations.

Notre première revendication est que le gouvernement doit reconnaître notre existence comme population civile, qu'il a nié notre existence durant toutes ces années. Il nous considère comme des guérilleros, sachant parfaitement que nous sommes des paysans qui travaillent leur terre. Cependant, comme il n'est pas parvenu à nous contrôler, il justifie sa répression de façon à ce que les autres peuples du monde pensent que nous sommes des guérilleros. C'est pourquoi nous exigeons que le gouvernement et l'armée appliquent le droit constitutionnel qui autorise la résistance pacifique. Nous ne sommes pas des résistants armés mais pacifiques. Ils doivent également reconnaître notre nouveau mode de vie, dont l'élaboration nous a énormément coûté, mode de vie qui correspond à la volonté de ces populations.

Une autre de nos demandes est le retrait des détachements militaires maintenus à proximité de nos communautés car ils empêchent notre libre circulation et qu'ils sont les responsables de la répression que nous subissons ; ce sont eux qui tirent à coups de canon sur nos communautés. Ce sont eux aussi qui organisent les Patrouilles d'autodéfense civile pour détruire nos cultures. L'armée n'a aucune raison d'occuper nos terres. Nous ne sommes en guerre avec aucun pays pour qu'elle occupe nos terres. Si nous sommes guatémaltèques, nous sommes paysans, c'est notre terre et nous exigeons qu'elle soit démilitarisée, que l'armée retourne dans ses casernes.

Nous demandons aussi l'abolition des villages modèles, des Patrouilles d'autodéfense civile, des centres de rééducation. Ces



**CARMELITA** - Effectivement, comme tu viens de le dire, nous sommes des paysans, et des Indiens de différentes ethnies. Depuis le début, nous avons ce souci : bien que la majeure partie des terres où nous sommes soient fertiles et permettent toutes sortes de semences, l'armée détruit, consomme et vole nos cultures. C'est pourquoi, affamés, au lieu d'acquérir des moyens techniques par l'appui économique reçu de la solidarité internationale, nous avons dépensé cet argent dans l'achat de maïs, de haricots. Mais pas parce que la terre ne donne pas ! À cause de l'armée qui détruit les cultures.

Il y a également des paysans autour de nous, parfois des parents, mais qui se trouvent sous le contrôle de l'armée, manipulés par l'armée qui décide quand ils peuvent travailler, quand ils doivent se mobiliser, combien ils doivent manger de tortillas.

centres de rééducation, qui existent depuis 1980, permettent à l'armée de rééduquer les gens, les milliers de personnes capturées par elle. Avant de les placer dans les villages modèles, elle influence leur esprit, leur faisant perdre la conviction de la résistance, de notre mode de vie. C'est à cela que servent ces centres dont nous demandons la destruction. Autre demande que nous faisons : que le gouvernement applique les droits inscrits dans la Constitution qui défend la libre circulation. Nous devons bénéficier de ce droit, pouvoir communiquer avec nos parents. Mais le gouvernement et l'armée ne le permettent pas. N'existent pas non plus la liberté d'organisation, la liberté d'expression et d'opinion que le gouvernement n'a jamais réellement pratiquées. Le texte de la Constitution n'est pas appliqué dans la réalité. C'est pourquoi nous revendiquons la liberté d'organisation, la liberté de commerce, la liberté de communiquer avec nos parents embrigadés, la liberté de nos frères soumis au contrôle militaire.

Une autre de nos demandes est que l'armée indemnise les CPR pour les dommages et dégâts qu'elle a causés au peu que nous possédons. Nous n'avons commis aucun délit. Parce que nous croyons seulement en une vie plus juste, plus fraternelle, l'armée a détruit nos biens. Le gouvernement ne prendra pas en compte avant longtemps cette demande car il ne nous reconnaîtra pas facilement. Le gouvernement voudrait que l'on oublie le passé ; le passé est passé, dit-il. Mais pour nous, personne ne va oublier. L'armée doit payer pour son crime, son délit. Nous n'allons pas non plus cesser de dénoncer son attitude préjudiciable.

La demande suivante des CPR - qui est très importante pour nous en ce moment - concerne la présence internationale, l'aide de la solidarité internationale. Le rôle des diverses personnalités et institutions internationales est important pour nous car avant nos déclarations publiques, personne ne nous entendait. Et l'armée profitait de cette situation. Mais à partir de la première déclaration publique des CPR, la pression sur le gouvernement s'est accrue. Nous avons pu obtenir que la répression diminue un peu.

Nous sommes ici par décision de nos assemblées générales. Qui ont également décidé que les CPR doivent se mobiliser sur le terrain, qu'elles doivent chercher les moyens de communiquer avec leurs familles, qu'une délégation des CPR soit présente dans la capitale et l'importance de la présence internationale. Cette présence internationale nous aide énormément, que ce soit pour peser sur le gouvernement ou

pour nous soutenir humanitairement. Car nous avons été les plus affectés durant ces dernières années. Bien que le gouvernement nous ait offert beaucoup d'argent, nous ne sommes pas disposés à discuter avec lui avant qu'il ait accepté nos demandes. Ensuite pourra se tenir le dialogue. La présence internationale nous aide à exercer une pression dans ce sens sur le gouvernement. La communauté internationale peut aujourd'hui demander la reconnaissance des Communautés de populations en résistance comme populations civiles et ayant le droit de communiquer avec leurs parents. La communauté internationale peut aussi nous



aider en envoyant des fax, des "campos pagados" demandant que les députés guatémaltèques jouent leur rôle. Le Congrès a la responsabilité d'émettre une motion à propos de la reconnaissance des CPR. L'institutionnalité n'existe pas au Guatemala car notre pays est instrumentalisé par l'armée. Ce n'est pas le gouvernement, le gouvernement civil qui gouverne, c'est l'armée qui est le centre des décisions. Aussi, la présence internationale est très importante pour nous. La prochaine visite aux campements des CPR nécessite de nombreuses personnes de la communauté internationale.

**ISP** - Vous effectuez actuellement une tournée en Europe ; quels sont les objectifs concrets de cette tournée ?

**CARMELITA** - Notre présence ici veut tout d'abord apporter, à vous et à ceux qui nous écoutent, de nouvelles informations. Car nous savons que tant l'armée que le gouvernement ont leurs moyens d'information, et qu'ils ont effectué des tournées durant lesquelles ils donnent une fausse image du Guatemala. C'est pourquoi nous avons décidé, en tant que représentants des Communautés de populations en résistance, de réaliser cette tournée afin de faire connaître la situation actuelle, non seulement la situation préoccupante de nos communautés mais celle de l'ensemble du pays. Aucune des demandes des organisations populaires n'a été acceptée. La seule réponse du gouvernement et de l'armée a toujours été de les accuser d'être subversives.

Nous voulions également vous informer de ce qui s'est passé depuis que les CPR sont apparues publiquement. Nous n'avons pas obtenu la reconnaissance, bien que de nombreuses institutions et personnalités de divers pays puissent témoigner de la réalité des CPR. Dernièrement, l'armée a eu une attitude très négative et se refuse toujours à reconnaître les CPR. C'est le second objectif de notre tournée : que la Communauté européenne fasse pression sur le gouvernement et l'armée ; que vous fassiez des déclarations les obligeant à nous reconnaître.

Un autre de nos objectifs est d'obtenir des moyens techniques. Nous avons beaucoup de terres mais sans ces moyens, nous ne pouvons pas les exploiter. Comme l'a dit Francisco auparavant, bien que le gouvernement et l'armée nous aient proposé de l'argent, des projets de développement selon eux, nous ne pouvons accepter un quelconque appui de leur part tant que n'est pas réglée la question de l'indemnisation par l'armée. Grâce à la solidarité internationale, nous recevons depuis plusieurs années un soutien économique. En dehors de l'information sur notre situation, nos luttes et nos perspectives, nous présentons un programme global des CPR, un projet de développement et de formation concernant la santé, l'éducation et la production. Nous avons pu nous rendre compte, au cours de ces dix années, que nous sommes capables de développer nos activités, malgré la répression, que ce soit dans l'Ixcán ou dans la région de la Sierra. Notre visite a pour but d'informer mais aussi de présenter ce projet de développement. Nous croyons que nous obtiendrons des réponses positives. C'est le principal objectif de notre présence en Europe.

*Traduction Hughes, Collectif Guatemala.*

# Guatemala : les CPR

## Apocalypse now à Mayaland



**IXNCA : Nuit du 22 au 23 février 1993.** Fuyant à travers la forêt tropicale, 500 Indiens de Cuarto Pueblo passent la frontière mexicaine pour échapper aux patrouilles militaires guatémaltèques qui investissent leur village. Déjà la semaine passée, l'une d'entre elles avait contraint à la fuite la communauté de Los Angeles et elle n'avait eu que des poulets à dévorer crus plutôt que des têtes d'enfants à éclater sur les arbres comme à son habitude.

La petite colonne se blottit au pied des arbres, elle n'a presque rien pu porter des rares objets qu'elle possède, pas même des bâches en plastique pour étaler sur la boue où se protéger de la pluie tropicale. Soudain, un bruit insolite déclenche la panique : les pales d'un hélicoptère déchirent les ténèbres. Mitrailage avec balles traçantes à travers les feuillages des arbres gigantesques. Puis deux explosions : des roquettes. Par chance, personne n'est touché : les projectiles sont tombés à quelques dizaines de mètres du campement.

La nuit suivante, les Indiens pourchassés ne sont plus seuls. Venue en toute hâte de Mayalan, une équipe de 8 observateurs guatémaltèques et étrangers, à laquelle participent notamment le Collectif Guatemala et l'évêque de San Marcos, Alvaro Ramazzini, se rend sur place après un périple compliqué dans la jungle, protégés par le réseau communautaire de surveillance très élaboré pour échapper aux patrouilles des "bestias". Un fermier mexicain confirme avoir vu comme eux le mitrailage et le tir de deux roquettes. Malgré cette présence et le passage de l'armée mexicaine, les vols de nuit d'hélicoptères au ras de la cime des arbres se poursuivent. A son départ, l'équipe d'observateurs entend des tirs de mortier et des fusillades sans en connaître les motifs, car depuis le 8 février, la guérilla de l'"Union

Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque" (URNG) a quitté la zone de l'Ixcán en décrétant un cessez-le-feu unilatéral, ainsi qu'avait pu le constater du 17 au 23 février, une mission d'observateurs composée d'environ 170 personnes.

Cette mission d'observation avait été constituée à la demande des "Communautés Populaires en Résistance" (CPR), regroupant 25 000 Indiens réfugiés dans les monts de la Sierra et dans les forêts de l'Ixcán. La marche de cette mission pour rompre l'encerclement militaire des CPR a été officiellement convoquée par la "commission multipartite", composée d'organismes protestants, catholiques et de défense des droits de l'homme, dont l'objectif est de relancer les négociations de paix. Dans cette mission étaient représentées la plupart des organisations d'opposition indiennes, populaires et religieuses, dont les évêques du Quiché et de San Marcos. Une présence importante de représentants de comités de solidarité et de journalistes étrangers renforçait la sécurité (1). Les 400 participants à cette caravane se sont divisés entre les CPR de la Sierra et ceux de l'Ixcán.

La caravane pour l'Ixcán a mis une demi-journée pour rejoindre en car la capitale à Coban. Le lendemain, des camions couverts de banderoles ont atteint de nuit le village pionnier de Cantabal, sur des pistes cahoteuses, poussiéreuses et dangereuses. A l'aube, ils ont franchi les lignes militaires au Rio Chalbal et ont largué la petite troupe au hameau de Vera Cruz. Les guides des CPR ont conduit les participants à la mission sur des sentiers à travers champs, forêts et rivières. Puis à l'orée de la forêt tropicale, ils ont défriché à la machette et mis à découvert un passage fraîchement coupé.

La mission est passée sur les restes de toiles ondulées de l'ancien village de Mayalan, puis après huit heures de marche sur l'interminable succession de buttes de la forêt tropicale, le son de la marimba de Mayalan parvient à ses oreilles. Elle accède au village par une pente raide et ravinée, croise une rivière et découvre dans la pénombre des arbres tropicaux, des cabanes étagées sur le versant d'une colline. Le lendemain, la mission est repartie et est arrivée après une petite marche à la communauté de Pueblo Nuevo, lieu d'accueil définitif. La veille, certains ont cru entendre des hélicoptères...

## Naissance des CPR

En 1982, l'armée guatémaltèque lance une grande offensive vers les monts Chuchumatanes et repousse la guérilla vers la frontière mexicaine. Elle pratique la politique de la terre brûlée, en clair : le génocide des Indiens. A l'époque, l'Ixcán est une région pionnière. Mayalan a été fondée dans la forêt tropicale dans les années 70 par des prêtres maryknols venus des Etats-Unis, aux idées rousseauistes et inspirés par le précédent des jésuites chez les Guaranis au XVIIIème siècle. Ils avaient instauré un système de production coopérativiste autoritaire, rassemblant des milliers d'Indiens sans terres. En 1982, les têtes des prêtres sont mises à prix par l'armée. 200 000 guatémaltèques fuient aux Mexique. Les communautés de l'Ixcán se dispersent, se cachent dans la jungle et mangent des racines et de la sciure. Les communautés situées plus au sud-ouest sont coincées dans les monts de la Sierra, car l'armée coupe leur fuite vers le Mexique. D'autres Indiens se joignent à ces deux groupes.

Peu à peu les communautés prennent contact entre elles et décident d'adopter un fonctionnement coopératif étendu à tous les aspects de la vie collective. Le réseau des CPR naît en 1984 avec les conseils des CPR et les conseils de l'Ixcán et de la Sierra. Les CPR ont choisi la résistance active non violente et n'utilisent aucune arme ; ils posent des pièges destinés à empêcher l'armée de pénétrer dans leurs zones. Certes la présence de milliers de guérilleros dans la région empêche aussi les actions massives de l'armée. Les CPR sont totalement isolées : la plupart des guatémaltèques ignorent leur existence et le gouvernement les assimile à la guérilla pour justifier les massacres. Les marches de février 1993 constituaient la première jonction terrestre vers les CPR depuis 1982.

*NOTES : (1) La veille du départ de la marche, le 24 février, les officiers de la montagne ont fait exploser des bombes dans les locaux du Mas (parti du président) et de la DC, en guise d'avertissement. Le ministre de la défense (un général) a déclaré que les étrangers courraient autant de risques que les guatémaltèques dans les zones de guerre, prélude aux représailles des escadrons de la mort contre les participants. N.B. : Selon l'un des observateurs internationaux resté dans l'Ixcán après la marche, les bombardements continueraient sur les villages des CPR.*

# Organisation et rôle des CPR

Pueblo Nuevo est établi aussi sur une pente de colline à l'ombre d'arbres majestueux. Deux marimbas, au son pathétique et joyeux, relayent l'allégresse des habitants. Les écoles des CPR ont fait un effort considérable : des expositions de dessins, d'œuvres artisanales, des figures de danse avec costumes et symbolique indienne. Pourtant il vient une envie de pleurer. C'est ce que firent plus loin les CPR de la Sierra avec dignité lors d'une cérémonie aux 5 000 martyrs. Alors pour conjurer la peur de mourir et crier au scandale, les discours et cérémonies sont ponctués de slogans qui résonnent dans la forêt comme un vibrant sursaut d'espoir des Indiens massacrés depuis 500 ans.

Les enfants des CPR font toujours apparaître un militaire et des gens qui fuient sur leurs dessins dont les plus durs montrent les bombardements des hélicoptères et les incursions de l'armée comme celle meurtrière de novembre 1992. Les objets d'artisanat sont à sa base de racines, de cailloux, de semences. On apprécie l'inventivité, mais on pense aux cabanes de bois assemblées avec des fils d'écorce, qui sont éventrées à la saison des pluies torrentielles. On voit des haillons portés par les gens, les tentatives pour montrer sa dignité avec des costumes traditionnels dans une ambiance humide qui pourrait tout. On voit l'absence d'ustensiles, de machettes, la malnutrition, les yeux malades, les bronchites, et on imagine le paludisme à la saison des pluies. Et tout ceci dans un climat de peur permanente que les hélicoptères se chargent de réanimer chaque soir à la tombée de la nuit malgré la présence de la mission.

La base de l'organisation des CPR est la communauté villageoise. Celle-ci désigne des responsables, appelés coordonnateurs, mandatés sur des secteurs précis, tels que latrines, nettoyage, éducation, protection, santé, agriculture, et sur des projets tels que ponts, sentiers, constructions. Ces projets sont parfois assortis de délais de réalisation. Un responsable ou un délégué élu aux conseils communautaires, peut être révoqué à tout moment par une décision de l'assemblée générale de la communauté. Les femmes ont constitué une commission spéciale et organisent des garderies collectives pour participer aux assemblées et aux responsabilités.

Comme le disait une représentante âgée de l'association des veuves de disparus (CONAVIGUA), on peut mesurer le niveau d'efficacité des CPR à la propreté des villages qui contraste avec la saleté générale des espaces

guatémaltèques fréquentés par les humains. Il faudrait aussi évoquer l'alphabétisation en langue castillane et en langues mayas dans des conditions de dénuement et d'isolement incroyables.

Les CPR auraient même obtenu des surplus de production agricole qu'ils souhaitent commercialiser ! Enfin, dans les CPR, l'enfermement est banni ; le vol, seul délit recensé jusqu'à présent, donne lieu à une explication avec l'intéressé et à un travail supplémentaire pour celui-ci. Dans ce système très collectif, où l'autodiscipline est une question de survie, la vie privée des familles a aussi sa part respectée.

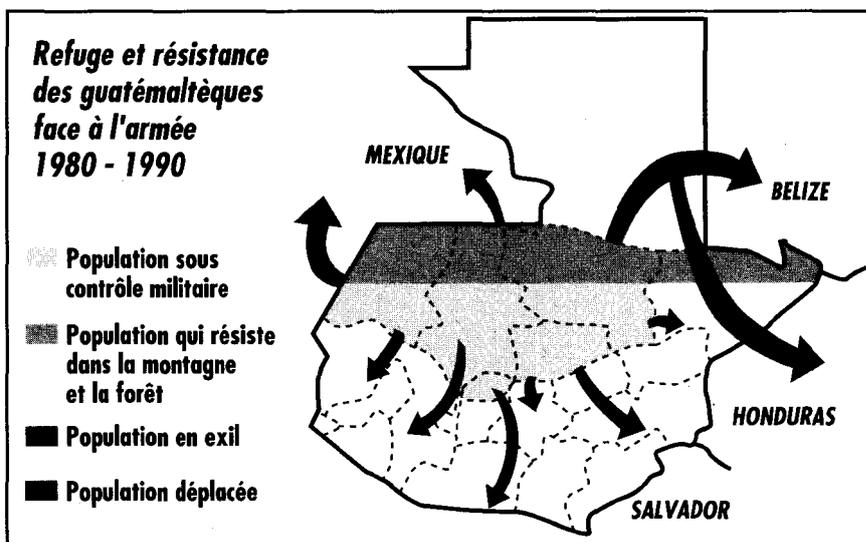
Dans l'Ixcán, les tensions entre catholiques et protestants sont très vives, sans parler de l'hostilité des sectes évangélistes à l'une desquelles appartient le Président de la République. Les Indiens de religion maya sont nommés les "sans religion" car toujours considérés comme diaboliques.

Dans les CPR, la tolérance est une règle de vie et les croyants de chaque confession organisent des rencontres régulières de réflexion. En outre, la quasi totalité des ethnies indiennes mayas y sont représentées. Les plus importantes en nombre sont les Kekchis, les Quiches, les Ixiles, les Kanjobales, les Mams. Il y a aussi des métis en très petit nombre. Les ethnies se retrouvent entre elles pour évoquer les coutumes et des commissions interethniques analysent les différences et les ressemblances, étudient la cosmogonie indienne et établissent des programmes culturels. La culture est considérée comme un instrument de résistance à la guerre et non comme un facteur de division.

## UN SOUTIEN INDISPENSABLE

Il est souhaitable de s'investir dans le soutien à la reconnaissance civile des CPR et en cela promouvoir le projet de local et de matériel porté par la tournée d'octobre 1992, organisée par la Fédération Anarchiste, Nitassinan et le Collectif Guatémala, dans tous les milieux internationalistes et auprès des municipalités. Des fonds peuvent aussi être récoltés pour les projets humanitaires des CPR. Les projets précis et chiffrés sont disponibles auprès du Collectif Guatémala (17, rue de l'Avre - 75015 Paris) que groupes et associations solidaires peuvent contacter pour leur participation à la tournée CPR d'octobre 1993 (arrhes : 500 F minimum).

Les Indiens Tzutujils de Santiago Atitlan ont obtenu la démilitarisation de leur pays en 1991. Les CPR réclament la démilitarisation de leurs régions, la reconnaissance comme population civile et le maintien de l'organisation autogérée comme seule autorité décisionnaire. En cette année 1993, décrétée par l'ONU année des Peuples Indigènes, le soutien à la lutte des CPR doit être une priorité. En outre, les CPR ont lancé un appel à la présence permanente d'internationalistes munis de projets concrets dans leurs zones en s'inspirant de l'exemple de Santiago-Atitlan. Signalons enfin qu'à son retour de la marche le 25 février, Carlos Ranferi Gomez Lopez, secrétaire général adjoint de l'"Union des Travailleurs de Quetzaltenango", a été grièvement blessé par un escadron de la mort qui lui a dérobé ses vidéos filmées pendant la marche. Vous pouvez protester en écrivant à l'Ambassade du Guatemala à Paris et auprès de la présidence de la république à Guatemala Ciudad. *Xavier Merville*



## Huitième rencontre des comités de soutien aux indiens des Amériques 22-25 juillet 1992, Gênes, Italie

Organisateur : Soconos-Incomindios

*Nitassinan* a participé à cette rencontre entre comités de soutien européens et représentants de l'ensemble du continent américain. Étaient présents :

- Giorgio dal Ben du conseil indigéniste missionnaire (CIMI) : lutte des indiens du Roraima (Brésil) pour la démarcation de l'Aire indigène Raposa-Serra do sol (AIRASOL) (voir *Nitassinan* 32-33).

- Ramiro Reynaga Wankar, indien Kheexa de Bolivie du Front indien amautico tawantiyusu : lutte contre l'exploitation économique, contre la discrimination raciale et pour que les indiens puissent poursuivre leur propre mode de vie.

- Carlos Viteri Gualinga, indien d'Equateur : revendications territoriales, lutte contre les compagnies pétrolières et les latifundistes (grands propriétaires terriens).

En avril 1952, 150 communautés indiennes, représentées par 3 000 délégués, ont organisé une marche pacifique qui a duré 23 jours pour aboutir à Quito, la capitale. Ce fut un effort de solidarité sans précédent.

Les indiens réclament les titres de propriété de leurs terres et la réforme de la constitution équatorienne.

- Ron Lameman de la confédération des Premières nations signataire du Traité n° 6 (Ouest du Canada) : lutte pour le respect des termes du Traité n°6, la reconnaissance des lois et de l'autonomie des gouvernements indiens.

- Ernest Ottawa, vice-président du conseil Attikamek-Montagnais (CAM), (Québec, Canada) : revendications territoriales, économiques et politiques (voir *Nitassinan* n° 27-28).

- Larry et Alfonse Ominayak du conseil de la nation indienne Gree du lac Lubicon (Alberta - Canada) et Fred Lennarson, conseiller politique de la nation Lubicon : lutte contre les compagnies pétrolières et forestières (Daishowa) qui ont envahi leur territoire et menacent la survie de leur peuple depuis la fin des années 70. Cela fait aujourd'hui 60 ans qu'ils tentent de négocier un traité avec le gouvernement canadien (voir *Nitassinan* n° 25-26).

- Bobby Castillo, de l'American Indian Movement (AIM) : libération des prisonniers politiques amérindiens aux Etats-

Unis, notamment celle de Léonard Peltier, accusé à tort du meurtre de deux agents du FBI, condamné à vie deux fois, emprisonné depuis 17 ans (voir *Nitassinan* n° 31).

- Edison Cassadore, nation apache de San Carlos, de la Coalition pour la défense du Mont Graham (Arizona - USA) .

- David Denomi, Chippewa du Conseil Briggs : défense des droits de pêche des Chippewa des Etats des Grands Lacs (Wisconsin, Michigan, Minnesota, USA) contre les menaces des gouvernements provinciaux, du gouvernement fédéral et contre les violentes attaques portées contre eux par des groupes racistes qui veulent l'abolition des traités protégeant les droits des indigènes.

- Tony Gonzalez du Conseil international des traités indiens (CITI, IITC en anglais) : lutte pour les droits fondés sur les traités signés avec les pays colonisateurs (droits de chasse, de pêche et liberté de religion) ainsi que pour la liberté des droits en général. Le CITI regroupe des représentants de l'ensemble du continent américain et d'Hawaï. Le CITI est une ONG (organisation non gouvernementale) à statut consultatif au sein des Nations-Unies depuis 1977.

- Nakoa Prejean, Kanaka Maoli (Première nation hawaïenne) de KAPAKAUKAU et du CITI : assertion de la souveraineté inhérente aux premières nations de Hawaï par l'occupation des terres, refus des mesures qui leur sont imposées par un gouvernement illégal, à savoir le gouvernement des Etats-Unis, résistance contre le vol et la destruction de leurs forêts, de leurs terres, de leurs pêches, de leurs autres ressources naturelles et de leurs sites sacrés. 1993 est le 100<sup>e</sup> anniversaire de la prise du pouvoir à Hawaï par les Etats-Unis. 1893 est l'année de l'invasion armée des Etats-Unis, la reine de Hawaï dû se rendre par la force.

Nakao est le fils de Kawaïpuna Prejean, mort l'année dernière d'une crise cardiaque. Kawaïpuna est une des grandes figures de la lutte des peuples autochtones. La prochaine rencontre des Comités de soutien aux indiens des Amériques se tiendra en 1993 à Trondheim, Norvège, et sera organisée par la *Norwegian Indian Society*.

## NITASSINAN À L'ONU À GENEVE 25 - 31 JUILLET 1992

*Cette réunion a eu lieu grâce à l'Association de soutien aux nations amérindiennes (Asna - Suisse), plus particulièrement à Anne-Françoise Meckenstock et sa fille Marie-Noëlle. Nitassinan était également présent au groupe de travail sur les populations autochtones aux Nations-Unies (sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités - dixième session).*

*Le groupe de travail a continué l'élaboration de la déclaration de principes, initiée en 1982 et qui sera présentée lorsqu'elle sera achevée à l'Assemblée générale des Nations-Unies pour être ratifiée par les états membres.*

*Les délégués indiens y sont représentés par des Ong tel que le CITI (Conseil international des traités indiens), et ne sont là, malheureusement, qu'à titre consultatif.*

*Le groupe de travail leur permet néanmoins d'exposer leurs griefs mais l'ONU reste toute puissante.*

*A titre d'exemple, significatif s'il en est, lors de l'ouverture de cette dixième session, les délégués autochtones ont décidé de se recueillir en souvenir des massacres qui ont suivi l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique. Or, l'ONU ayant décrété 1992 Année internationale de la découverte de l'Amérique, et ayant largement participé aux festivités du 500<sup>e</sup> anniversaire, la présidente du groupe de travail, Mme Erica Daes, a d'abord interdit aux délégués de prier pour leurs ancêtres et pour leurs parents victimes encore aujourd'hui du processus de colonisation puis a purement et simplement ajourné la séance.*

*Les délégués ont malgré tout maintenu leur décision, ils ont formé un cercle avec les représentants des états membres présents ce jour-là et se sont recueillis.*

## PLAINE DE PLEIN PALAIS 25 - 31 JUILLET 1992

*Parallèlement au groupe de travail, l'association Peuples indigènes de Genève, organisait une grande manifestation sur la Plaine Plein Palais (espace réservé aux délégations indigènes présentes à l'ONU, conférences, expositions, spectacles, ateliers, stands...). Nitassinan était invité et nous avons partagé un stand avec l'Asna. Le public était très nombreux malgré la chaleur. Des centaines de pétitions ont été signées (il est possible de demander à Nitassinan ces pétitions contre enveloppes timbrées).*

## KERMIT REDEAGLE BELGARDE, UN AMI EN PRISON

Kermit est Lakota-Ojibway. Accusé de crime qu'il n'a pas commis, il est condamné à deux peines consécutives à vie. Incarcéré depuis presque 9 ans, il a été déclaré prisonnier politique par l'International Indian Treaty Council. Actuellement sans aucune ressource, il n'a plus d'avocat.

Pour l'aider dans sa démarche, des affiches (format 29,7 x 42, voir ci-contre) sont en vente au prix minimum de 45 F (Frais de port inclus). L'intégralité des fonds récupérés sera envoyée à sa femme.

Pour toute commande, écrivez à : NITASSINAN CSIA (poster Kermit). D'avance merci pour votre soutien.

## PELTIER : DERNIERES NOUVELLES :

*Lors d'une réunion du conseil municipal de la ville de Minneapolis, une conseillère a présenté au conseil une motion demandant une révision du procès de Leonard Peltier. Durant la délibération la salle du conseil a été envahie par une trentaine de policiers et d'agents du FBI (dont 3 membres du Bureau Directeur de Minneapolis). La conseillère a dû retirer sa motion, estimant "qu'elle ne rencontrerait pas un soutien suffisant auprès du conseil".*

Source : Lakota Times

Nitassinan renouvelle ses excuses auprès de **M. Kenneth Deer**, chef du clan de la Tortue et responsable du Bureau de la nation Mohawk (Mohawk Nation Office) de Kahnawake.

En effet, dans l'article intitulé *Un Témoin Mohawk à Paris le 13 octobre à notre journée annuelle de solidarité* (Nitassinan Notre Terre n° 25/26, 4<sup>e</sup> trimestre 1990/1<sup>er</sup> trimestre 1991, pp. 28-30), la phrase accusant certains warriors d'incendie du journal de la nation Mohawk Akwesasne Notes, et d'intimidations armées ! (second paragraphe de la page 30), a été ajoutée au texte de M. Kenneth Deer.

Les traducteurs cités en fin de l'article ne sont aucunement responsables de ces changements. Encore toutes nos excuses.



## KALFUCANELO HOMMAGE MUSICAL AUX INDIENS MAPUCHES

Kalfucanelo est groupe de musique amérindienne du Chili. A l'occasion de la journée d'octobre 1992, "500 ans de résistance Indienne, Noire et Populaire" organisée par Nitassinan, le Collectif Guatémala et la FA, ils ont débuté la soirée par un concert mélangeant jazz, rock et musique traditionnelle Mapuche.

En novembre dernier ils étaient encore là pour accueillir, en musique, Rigoberta Menchù lors de son arrivée à Paris.

Kalfucanelo sort son prochain CD de musique traditionnelle Mapuche fin avril. Cet album s'intitule "**Mapuches - Indiens du Chili**". Vous pouvez le commander à : Mr Khavessian - Disques Dom 6, rue du Donjon - 94300 Vincennes

Pour les contacter directement et connaître leur discographie, vous pouvez vous adresser à :

KALFUCANELO/PILLAN  
50, rue de la Folie Régnault - 75011 Paris  
Tél. : 40 09 83 58 ou 48 76 98 03



# BULLETIN D'ABONNEMENT

NITASSINAN a changé de formule. Après 30 dossiers trimestriels de fond, nous publions à compter du n° 31, une revue bimestrielle d'informations amérindiennes

**NOM - Prénom :** .....

**Adresse :** .....

**Code : Ville :** .....

Je m'abonne / ré-abonne pour 160 F (220 F hors Europe) aux 6 n° suivants:.....

Abonnement de soutien :à partir de 250 F pour 6 n° .....

Commande, port compris :..... dossiers simples n° ..... à 30F = .....F  
dossiers doubles n° ..... à 50F = .....F

..... livres **Ike Mun Anam** à 60 F = ..... F     ..... livres **Contes Iroquois** à 80F = ..... F

..... pins **tipée** à 40 F = ..... F     ..... pins **Nitassinan 92** à 40F = ..... F

J'adresse un chèque de ..... F libellé à l'ordre de " NITASSINAN-CSIA", adressé à :  
NITASSINAN - CSIA, BP 341, 88009 EPINAL Cedex, FRANCE

NITASSINAN, première série : 30 dossiers, disponibles à partir du n°14. N.B.: **nous arrêtons la duplication des n° épuisés (nous nous efforçons cependant de satisfaire les commandes déjà passées).**

- n°14 APACHE (USA)
- n°15 MAPUCHE (Chili)
- n°16 /17 FEMMES INDIENNES (Amérique du Nord)
- n°18 COLOMBIE INDIENNE (Colombie)
- n°19 SHOSHONE (USA)
- n°20 /21 CHEROKEE (USA)
- n°22 KUNA / TARAHUMARA (Panama - Mexique)
- n°23 /24 HURONS / ABENAKI (Nord Est Canada)
- n°25/ 26 CRI / MOHAWK (Nord Est Canada)
- n°27 /28 ATTIKAMEKW / OJIBWA (Nord Est Canada)
- n°29 YUP'IIIT / INUPIAT (Alaska - Nord Sibérie)
- n°30 92, Quelle "découverte" ? (général)
- n° 31 Lil'wat, Gwich'in, Rigoberta "Nobel" ? etc.
- n° 32 /33 Makuxi, Léonard Peltier, Kanaks, etc.

Tarifs : dossier simple 30F - dossier double 50F, port compris.

NOS PINS : "logo" et "Nitassinan '92" - 30F chacun, port compris

NOS LIVRES :

"IKE MUN ANAM, Il était une fois", la "Dernière Frontière en Guyane",  
d'Eric NAVET, une analyse et un constat sur la situation de "nos" (!)  
Indiens (70F, port compris)  
"CONTES IROQUOIS", traduction intégrale d'un livre d'Akwesasne  
Notes illustré de pictogrammes originaux (80F port compris)

VIDEO : de Michel Dubois, 54mn,  
"L'Esprit de Crazy Horse"

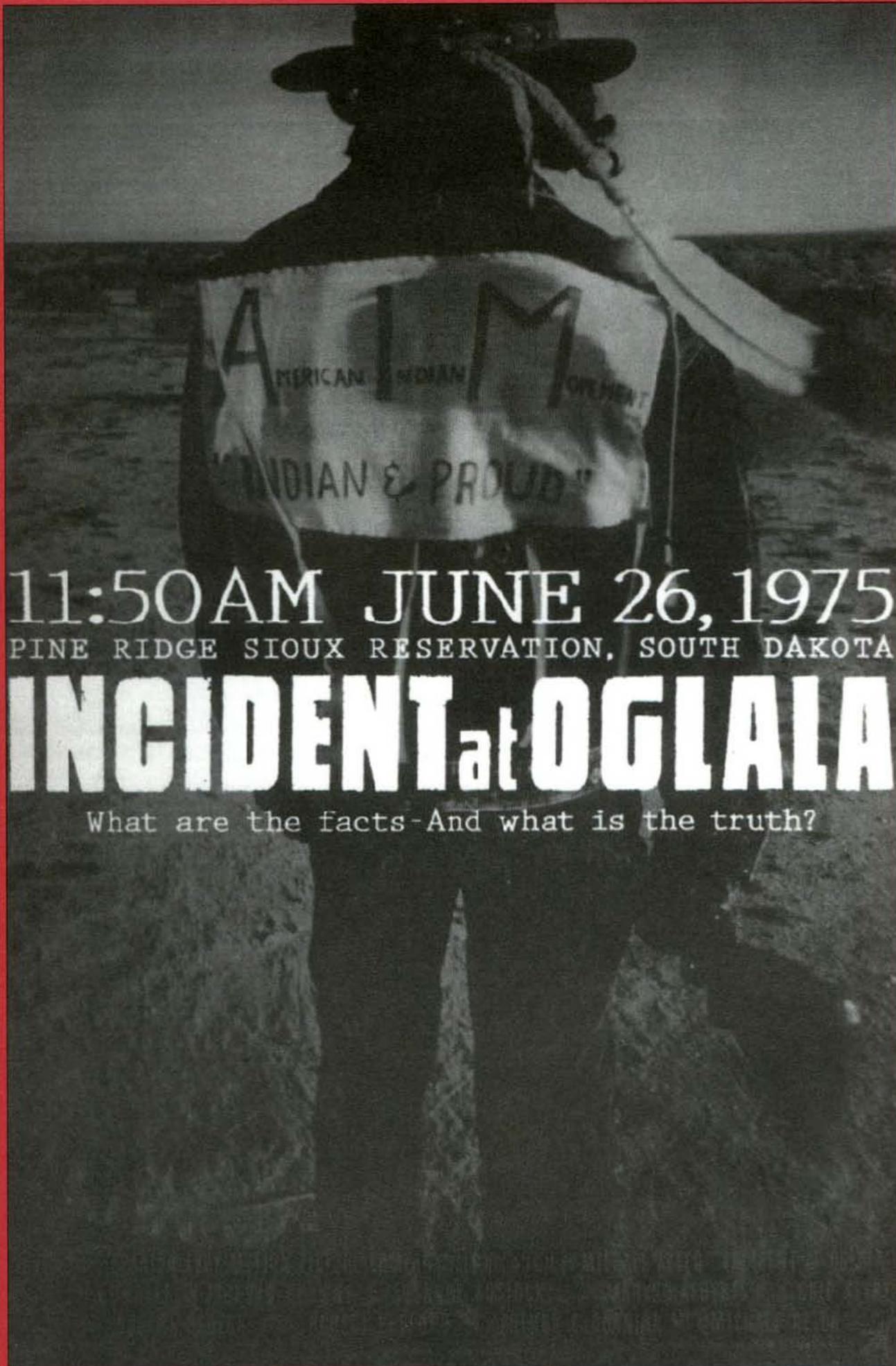
Nitassinan s'excuse auprès des abonnés qui nous avaient commandé ce très bon film. Suite à un problème technique, les cassettes transmises par le réalisateur présentaient en effet des problèmes de son dans la traduction française.

Ce problème (maintenant résolu) et le surcroît de travail qui en a découlé nous poussent à arrêter la diffusion de la cassette vidéo par correspondance. Vous pouvez maintenant la commander (contre la somme de 150 F) à: L'Esprit de Crazy Horse c/o M. Dubois 73, Bd Pereire, 75017 Paris.

Nitassinan continue à vous conseiller ce film retraçant l'histoire de la Nation Lakota, les événements des années 1970 et la création de l'American Indian Movement, ponctué de nombreuses interviews (M. Yellow Hair, B. Killstraiht, C. Black Elk, V. Deloria, D. Banks, L. Peltier ...)

Cette cassette reste disponible sur nos tables de presse.

**NITASSINAN** demande à ses abonnés de l'aider. Nous avons besoin de **traducteurs bénévoles** pour l'anglais, l'espagnol et le portugais et de personnes équipées d'un **Macintosh** ou d'un **PC** pour saisir les textes. Contactez-nous vite, **merci d'avance.**



11:50 AM JUNE 26, 1975

PINE RIDGE SIOUX RESERVATION, SOUTH DAKOTA

# INCIDENT at OGLALA

What are the facts-And what is the truth?